

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1197

12 mai 2014

SOMMAIRE

Anismorneftegaz Holding SARL	57416	Rollimmo.EU S.A.	57412
Autumnleaf S. à r.l.	57456	Russian Exchange Holding S.C.A.	57410
Capital Safety Group S.A.	57438	Salesboost S.à r.l.	57416
Capital Safety Group S.à r.l.	57438	Salesboost S.à r.l.	57411
Castle Services S.à r.l.	57411	SAMGD	57413
Espace Mobile S.A.	57413	SGBTIF	57410
Euclid Opportunities SA	57411	SHCO 52 S.à r.l.	57412
JMD Consult Sàrl	57412	SMT Holding S.à r.l.	57411
Kopa Finances S.A.	57454	Sparinvest	57412
Kopa S.A.	57454	Sparinvest SICAV-SIF	57413
OSS CCS II S.à r.l.	57415	SPL Luxembourg S.A.	57410
OSS CCS I S.à r.l.	57415	Stefana S.A.	57413
Polder S.à r.l.	57456	Synergy S.A., S.P.F.	57414
Portland S.A.	57455	tangram s.a.	57450
Power Luxembourg IP Holding S.à r.l. ...	57414	The Cutting Room S.à r.l.	57414
Proprielle S.à r.l.	57410	Thermo Fisher Scientific Life Investments IV S.à r.l.	57414
Providence Luxembourg S.à r.l.	57410	TW Life VI S.à r.l.	57415
Research & Action Institut Européen de Recherche, de Développement et d'Ac- tion	57414	Valeant International Luxembourg S.à r.l.	57452

Russian Exchange Holding S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 168.779.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 février 2014.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2014036655/14.

(140041720) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2014.

Proprielle S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 4.825.000,00.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 168.787.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 mars 2014.

Référence de publication: 2014036636/10.

(140041379) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2014.

Providence Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.

R.C.S. Luxembourg B 107.946.

Par la présente, je suis au regret de vous annoncer ma décision de démissionner de mes fonctions de gérant de votre société.

Luxembourg, le 3 mars 2014.

Christian Bühlmann.

Référence de publication: 2014036637/10.

(140041697) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2014.

SPL Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 143.747.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014036715/10.

(140041847) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2014.

SGBTIF, Société Anonyme.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 34A, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 124.596.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 mars 2014.

Référence de publication: 2014036706/10.

(140041371) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2014.

SMT Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 50.000,00.**

Siège social: L-4940 Bascharage, 111-115, avenue de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 176.408.

—
Procès-verbal des résolutions du gérant unique prises à Luxembourg le 21/02/2014

Le gérant unique décide de transférer le siège social de la société de son adresse actuelle vers le 111/115 Avenue de Luxembourg, L-4940 Bascharage avec effet au 21 Février 2014.

Référence de publication: 2014036710/11.

(140041949) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2014.

Salesboost S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2561 Luxembourg, 31, rue de Strasbourg.
R.C.S. Luxembourg B 158.161.

—
Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 juin 2013.

Salesboost S.à r.l.

G. DIRKX

Gérant unique

Référence de publication: 2014036680/13.

(140041377) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2014.

Euclid Opportunities SA, Société Anonyme.**Capital social: GBP 30.000,00.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 17, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 158.786.

—
Avec effet au 31 janvier, 2014 Monsieur Mark Beeston a démissionné de son mandat d'administrateur d'ICAP de la Société.

Luxembourg, le 12 March, 2014.

Pour avis sincère et conforme

Pour la Société

Référence de publication: 2014036942/12.

(140042104) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2014.

Castle Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.510,00.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.
R.C.S. Luxembourg B 152.622.

—
Extrait des résolutions de l'associé unique de la Société

Il résulte des décisions de l'associé unique de la Société en date du 10 mars 2014, qu'a été acceptée:
- la démission de Monsieur Renaud Labye de son poste de gérant de catégorie A de la Société avec effet au 10 mars 2014,

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 mars 2014.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2014036880/16.

(140042000) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2014.

Rollimmo.EU S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7243 Bereldange, 66, rue du Dix Octobre.
R.C.S. Luxembourg B 115.737.

EXTRAIT

Il résulte de la réunion du conseil d'administration tenu le 21 février 2014 que la société ROLLIMMO.EU S.A. transfère son siège social de L-7257 Helmsange, 1-3, Millewee à L-7243 Bereldange, 66, rue du X Octobre, à compter du 1^{er} mars 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 28 février 2014.

Référence de publication: 2014036666/13.

(140041318) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2014.

Sparinvest, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 83.976.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 7 mars 2014.

Pour Sparinvest

Société d'Investissement à Capital Variable

RBC Investor Services Bank S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2014036713/14.

(140041232) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2014.

SHCO 52 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 183.673.

RECTIFICATIF*Extrait*

Suite à une erreur administrative dans le formulaire de réquisition déposé auprès du Registre de commerce et des sociétés Luxembourg le 07/02/2014 référence L140024387, le nom de l'associé de la Société a erronément été mentionné en étant «PARTNERS GROUP EUROPEAN SMALL AND MID-CAP BUYOUT 2011, LP.»

Le formulaire de réquisition aurait du lire:

PARTNERS GROUP EUROPEAN SMALL AND MID-CAP BUYOUT 2011, LP. Inc.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 mars 2014.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014036707/18.

(140041633) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2014.

JMD Consult Sarl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8080 Bertrange, 99, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 135.590.

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014037046/9.

(140042035) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2014.

SAMGD, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 164.350.

Les comptes annuels au 30 septembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 mars 2014.

Pour SAMGD
BANQUE DEGROOF LUXEMBOURG S.A.
Agent Domiciliaire
Corinne ALEXANDRE / Marc-André BECHET
Assistante / Directeur

Référence de publication: 2014036697/15.

(140041551) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2014.

Sparinvest SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 165.126.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 7 mars 2014.

Pour Sparinvest SICAV-SIF
Société d'investissement à capital variable - Fonds d'Investissement Spécialisé
RBC Investor Services Bank S.A.
Société Anonyme

Référence de publication: 2014036714/14.

(140041233) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2014.

Stefana S.A., Société Anonyme (en liquidation).

Siège social: L-4940 Bascharage, 111-115, avenue de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 112.953.

Décision du liquidateur

Le liquidateur décide de transférer le siège social de la société de son adresse actuelle vers le 111/115 Avenue de Luxembourg, L-4940 Bascharage avec effet au 21 Février 2014.

Référence de publication: 2014036716/10.

(140041953) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2014.

Espace Mobile S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1319 Luxembourg, 147, rue Cents.
R.C.S. Luxembourg B 64.936.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Par jugement du 27 février 2014, le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, après avoir entendu le juge-commissaire en son rapport oral et le liquidateur et le Ministère Public en leurs conclusions, a déclaré closes pour insuffisance d'actif les opérations de liquidation de la société anonyme ESPACE - MOBILE SA, avec siège social à L-1319 Luxembourg, 147, rue de Cents, de fait inconnue à cette adresse.

Pour extrait conforme
Me Marthe FEYEREISEN
Le liquidateur

Référence de publication: 2014036951/15.

(140042271) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2014.

REACTION, Research & Action Institut Européen de Recherche, de Développement et d'Action, Association sans but lucratif.

Siège social: L-1713 Luxembourg, 202B, rue de Hamm.
R.C.S. Luxembourg F 9.175.

La société Research & Action, Institut Européen de Recherche, de Développement et d'Action, Association sans but lucratif

a changé l'adresse en date du 11 mars 2014 et se situe au 202b, rue de Hamm, L-1713 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 mars 2014.

Signature.

Référence de publication: 2014036646/13.

(140041362) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2014.

Synergy S.A., S.P.F., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial (en liquidation).

R.C.S. Luxembourg B 14.587.

Par la présente, nous dénonçons la domiciliation de votre société à notre siège social 40, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg avec effet immédiat.

COMPAGNIE FINANCIERE DE GESTION LUXEMBOURG S.A.

Boulevard Joseph II

L-1840 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2014036723/12.

(140041363) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2014.

**Thermo Fisher Scientific Life Investments IV S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Power Luxembourg IP Holding S.à r.l.).**

Capital social: SEK 106.214,00.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 169.202.

Il résulte d'un contrat de cession de parts sociales conclu en date du 27 janvier 2014, que l'associé unique de la Société, Phadia International Holdings C.V., une société «Commanditaire Vennootschap» de droit néerlandais, dont le siège social est situé à Takkebijsters 1, 4817BL Breda, Pays-Bas et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sud-ouest néerlandais (Kamer van Koophandel Zuidwest-Nederland) sous le numéro 53331052, a cédé l'intégralité des parts sociales de la Société, soit 106.214 parts sociales, à la société Thermo Fisher Scientific Life Investments US Financing II LLC, immatriculée au Delaware State Chamber of Commerce sous le numéro 5453182, dont le siège social est situé à c/o Capitol Services, Inc., 1675 South State Street, Suite B, Dover, Kent County, De 19901, Etats-Unis d'Amérique.

Suite au transfert des parts sociales, dont la date effective est fixée au 27 janvier 2014, Thermo Fisher Scientific Life Investments US Financing II LLC détient 106.214 parts sociales de la Société, représentant l'intégralité du capital social de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014036725/19.

(140041228) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2014.

The Cutting Room S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-3450 Dudelange, 68, rue du Commerce.

R.C.S. Luxembourg B 111.607.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Version abrégée du dépôt des comptes annuels (art.81 de la Loi du 19 décembre 2002)

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014036736/10.

(140041246) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2014.

OSS CCS I S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 133.141.

Il résulte des résolutions de l'associé unique de la Société en date du 06 mars 2014 les décisions suivantes:

1. Démission du Gérant B suivant à compter du 06 mars 2014:

- Monsieur Jacob Mudde, né le 14 octobre 1969 à Rotterdam, aux Pays Bas, et ayant pour adresse professionnelle 46A, Avenue J.F Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

2. Nomination des nouveaux Gérants B suivantes à compter du 06 mars 2014 pour une durée indéterminée:

- Madame Martha Sofía Caballero Elizondo, née le 12 novembre 1981 à Nuevo León, Mexico, et ayant pour adresse professionnelle 46A, Avenue J.F Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

- Monsieur Christiaan Frederik van Arkel, né le 21 mars 1973 à Bangkok, Thaïlande, et ayant pour adresse professionnelle 46A, Avenue J.F Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

OSS CCS I S.à r.l.

Martha Sofía Caballero Elizondo

Gérant B

Référence de publication: 2014036603/21.

(140041900) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2014.

OSS CCS II S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 133.142.

Il résulte des résolutions de l'associé unique de la Société en date du 06 mars 2014 les décisions suivantes:

1. Démission du Gérant B suivant à compter du 06 mars 2014:

- Monsieur Jacob Mudde, né le 14 octobre 1969 à Rotterdam, aux Pays Bas, et ayant pour adresse professionnelle 46A, Avenue J.F Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

2. Nomination des nouveaux Gérants B suivantes à compter du 06 mars 2014 pour une durée indéterminée:

- Madame Martha Sofía Caballero Elizondo, née le 12 novembre 1981 à Nuevo León, Mexico, et ayant pour adresse professionnelle 46A, Avenue J.F Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

- Monsieur Christiaan Frederik van Arkel, né le 21 mars 1973 à Bangkok, Thaïlande, et ayant pour adresse professionnelle 46A, Avenue J.F Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

OSS CCS II S.à r.l.

Martha Sofía Caballero Elizondo

Gérant B

Référence de publication: 2014036604/21.

(140041899) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2014.

TW Life VI S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 30.000,00.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 169.416.

EXTRAIT

La Société prend acte du changement de forme juridique et du changement de siège social de l'associé de la Société, TouchWind Life 6 UG, à savoir:

TouchWind Life 6 GmbH
Klopstockstrasse 1,
22765 Hamburg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme,

Luxembourg, le 11 mars 2013.

Référence de publication: 2014036748/17.

(140041607) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2014.

Salesboost S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2561 Luxembourg, 31, rue de Strasbourg.

R.C.S. Luxembourg B 158.161.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 juin 2013.

Salesboost S.à r.l.

G. DIRKX

Gérant unique

Référence de publication: 2014036679/13.

(140041376) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2014.

Anismorneftegaz Holding SARL, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 185.308.

STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the sixth day of March.

Before Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

EXXONMOBIL RUSSIA EAST SIBERIAN SEA HOLDINGS B.V., a limited liability company incorporated under the law of The Netherlands, with registration number 58144773 and with its location at Graaf Engelbertlaan 75, 4837DS Breda, The Netherlands, registered with The Netherlands Chamber of Commerce, represented by Mr. Christophe Balthazar, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a power dated March 3, 2014; and

ROSNEFT JV PROJECTS S.A., a société anonyme organised and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registration number B 167491 and with its registered office at 16, Allée Marconi, L-2120 Luxembourg, represented by Mr. Jean-Marie Poos, professionally residing at Luxembourg, by virtue of a power of attorney dated February 28, 2014.

The powers of attorney, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder of the Shareholders and by the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed, to be filed with the registration authorities.

The Shareholders, represented as indicated above, have requested the notary to draw up the following articles of association of a société à responsabilité limitée which they declared to form:

Title I. - Definitions - Denomination - Registered office - Object - Duration

Art. 1. The words and expressions used in the present articles of association shall have the following meaning:

Affiliate: means with respect to a Shareholder, any other Person directly or indirectly Controlling, Controlled by or under common Control with, such specified Shareholder; provided, however, that (a) the Company, the Operator and the ARC (as defined in the Agreement) and their respective subsidiaries; and (b) OJSC "ROSNEFTEGAZ" (« »), the Russian Federation and any Person (other than direct or indirect subsidiaries of Rosneft) Controlled by either OJSC "ROSNEFTEGAZ" (« ») or the Russian Federation shall not be considered Affiliates or, if applicable, subsidiaries of Rosneft.

Agreed Exploration Project Expenses Carry Period: means the period of time during which certain agreed exploration project expenses (as further detailed in the Agreement) are contributed solely by the ExxonMobil Shareholder.

Agreement: means the foundation agreement in writing which may exist, from time to time, between the Shareholders in relation to the Company.

Annual Budget: means the annual budget of the Company.

Articles: has the meaning given in Article 2.

Business Day: means any day other than a Saturday, Sunday or any bank or other public holiday in the Russian Federation, Grand Duchy of Luxembourg, Swiss Confederation and the United States of America.

Calendar Year: means a period of twelve (12) months commencing with 1 January and ending on the following 31 December.

Capital Surplus: means the amounts (a) contributed by the Shareholders to the Company, without any Shares being issued in exchange and (b) allocated in the accounts of the Company, to the non-share contribution account (account 115 “capital contribution without the issuance of new shares” of the Luxembourg standard chart of accounts dated as of 10 June 2009).

Cash Transfer: means any transfer where the sole consideration (other than the assumption of obligations relating to the transferred Shares) takes the form of cash, cash equivalents, promissory notes or retained interests (such as production payments) in the Shares being transferred.

Cash Value: means the portion of the total monetary value (expressed in U.S. Dollars) of the consideration being offered by the proposed transferee (including any cash, other assets, and tax savings to the transferor from a non-cash deal) that reasonably should be allocated to the Shares subject to the proposed transfer.

Class A Company Manager: has the meaning given in Article 10.9.

Class A Preferred Dividend: means, in respect of the Class A Preferred Shares, the accrued but unpaid dividend determined in accordance with Article 7.5.

Class A Preferred Shares: has the meaning given in Article 7.1.

Class B Company Manager: has the meaning given in Article 10.9.

Commercial Production: has the meaning given in the Agreement.

Companies Act: has the meaning given in Article 2.

Company: has the meaning given in Article 2.

Company Board: means the board of managers of the Company.

Company Manager: has the meaning given in Article 10.9.

Competent Authority: means,

- (a) any national, regional or local government and any ministry or department thereof;
- (b) any person exercising executive, legislative, judicial, regulatory or administrative functions of or pertaining to government (including any independent regulator);
- (c) any other governmental entity, instrumentality, agency, authority, court, or company;
- (d) any other entity, committee or commission under the direct or indirect control of a government; or
- (e) any government-owned or controlled commercial enterprise.

Control: means, directly or indirectly, through one or more intermediaries: (a) the beneficial ownership of more than fifty percent (50%) of the votes exercisable at an annual general meeting (or its equivalent) of the Person concerned or, if there are no such rights, ownership of more than fifty percent (50%) of the equity interests of such Person; or (b) the ability to direct the management or policies of such Person pursuant to a written agreement or a right to appoint its general manager or similar chief executive officer,

and “Controlling” and “Controlled” shall be construed accordingly.

Disagreeing Shareholder: means a shareholder that gives notice pursuant to Article 8.4(2)(c) to the transferring Shareholder, objecting to the Cash Value of the Shares subject to such transfer.

Dividend Rate: means a rate per annum equal to LIBOR as quoted two (2) Business Days prior to the first calendar day of each succeeding calendar year, plus two and one half per cent (2.5 %).

Equity Interest: means, with respect to a Shareholder, any and all Shares of the Company held by such Shareholder expressed as a percentage to the total number of Shares of the Company held by all of the Shareholders.

Extraordinary Company Board Matters: means those matters listed in these Articles to be determined pursuant to an Extraordinary Resolution of the Company Board.

Extraordinary Resolution: means an Extraordinary Resolution of the Shareholders or an Extraordinary Resolution of the Company Board, as the context requires.

Extraordinary Resolution of the Company Board: means a resolution of the Company Board passed by the affirmative vote of at least a simple majority of the Company Managers, including at least one (1) Class B Company Manager.

Extraordinary Resolution of the Shareholders: means a resolution of the General Meeting passed by the affirmative unanimous vote of all of the Shareholders.

Extraordinary Shareholder Matters: means those matters listed in these Articles to be determined pursuant to an Extraordinary Resolution of the Shareholders.

ExxonMobil: means ExxonMobil Oil Corporation, a company organised and existing under the laws of the State of New York, United States.

ExxonMobil Shareholder: means ExxonMobil Russia East Siberian Sea Holdings B.V., a limited liability company organised and existing under the laws of The Netherlands, with registration number 58144773 and with its location at Graaf Engelbertlaan 75, 4837DS Breda, the Netherlands, registered with the Netherlands Chamber of Commerce.

Financing Branch: means the Swiss financing branch of the Company.

General Meeting: means any general meeting of the Shareholders of the Company.

Governmental Approvals: means, with respect to any person, (a) any authorisation, consent, approval, licence, ruling, permit, certification, exemption, filing, variance, order, judgment, decree or publication of, by or with, (b) any notice to, (c) any declaration of, by or with or (d) any registration by or with, any Competent Authority required to be obtained or made by such person.

LIBOR: has the meaning given in the Agreement.

Operator: means Anismorneftegaz SARL, a wholly-owned subsidiary of the Company organised and incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg as a société à responsabilité limitée for implementation of the Project.

Ordinary Dividend: means any dividend paid in respect of an Ordinary Share.

Ordinary Resolution of the Company Board: means a resolution of the Company Board passed by a simple majority of the Company Managers.

Ordinary Resolution of the Shareholders: means a resolution of the General Meeting passed by the Shareholders representing a simple majority of the share capital of the Company.

Ordinary Shares: means the ordinary shares (or common stock) in the Company.

Person: means any individual, firm, corporation, partnership, limited liability company, trust, joint venture or other entity.

Preferred Dividend: means any Class A Preferred Dividend.

Preferred Shares: means, collectively, the Class A Preferred Shares and any other preferred shares issued by the Company.

Profit: means, in respect of a given period, total revenue, less operating expenses, interest paid, depreciation and taxes.

Project: has the meaning given in Article 5.3.

Rosneft: means Rosneft Oil Company, a joint-stock company organised and existing under the laws of the Russian Federation.

Rosneft Shareholder: means Rosneft JV Projects S.A., a company organised and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registration number B 167491 and with its registered office at 16, Allée Marconi, L-2120 Luxembourg.

Shares: means, collectively, Ordinary Shares and Preferred Shares.

Shareholders: means the Rosneft Shareholder and the ExxonMobil Shareholder.

U.S. Dollar or \$: means the lawful currency of the United States of America.

Capitalised words and expressions not defined in these Articles shall be defined as set forth in the Agreement.

Art. 2. There is hereby formed a société à responsabilité limitée (the “Company”) governed by the laws pertaining to such entity, especially the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies as amended (the “Companies Act”) and the present articles of association (the “Articles”).

Art. 3. The denomination of the Company is "Anismorneftegaz Holding SARL".

Art. 4.

4.1 The registered office of the Company is established in the municipality of Luxembourg.

4.2 It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg pursuant to a resolution of the General Meeting.

4.3 The Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

Art. 5.

5.1 One of the Company’s objects is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever, and the management of those participations. The Company may in particular acquire, by subscription, purchase and exchange or in any other manner, any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and, more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. Further, it may invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

5.2 The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. It may lend funds, including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. The Company may give guarantees and grant security in favour of third parties to secure its obligations and the obligations of companies in which the Company has a direct or indirect participation or interest and to companies which form part of the same group of companies as

the Company and it may grant any assistance to such companies, including, but not limited to, assistance in the management and the development of such companies and their portfolio, assistance of a financial nature, loans, advances or guarantees. It may pledge, transfer, encumber or otherwise create security over some or all its assets. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated financial sector activities without having obtained the requisite authorisation.

5.3 The object of the Company is also to carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the administration, management, control and development of its participation in any subsidiary (including the Operator) and, more specifically, the implementation directly or indirectly of a joint project of seismic surveys, geological exploration, appraisal, development, production, disposition, purchase and sale of hydrocarbons from the Anisinsko-Novosibirskiy subsoil plot on the Laptev Sea seabed and any marketing activity concerning the hydrocarbons thereby produced (the "Project").

5.4 In furtherance of the implementation of the Project:

(1) the Company may use its funds to establish, manage, develop, and dispose of its assets as they may be composed from time to time, to acquire, invest in and dispose of any kinds of property, tangible and intangible, movable and immovable, and namely but not limited to, its portfolio of securities (including, for the avoidance of doubt, bonds) of whatever origin, to participate in the creation, acquisition, development and control of any enterprise, to acquire, by way of investment, subscription, underwriting or option, securities, to realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise;

(2) the Company may acquire and sell real estate properties, for its own account, either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad and it may carry out all operations relating to real estate properties, including the direct or indirect holding of participations in Luxembourg or foreign companies, investment vehicles of any type (including limited partnerships and similar structure), the principal object of which is the direct or indirect acquisition, development, promotion, sale, management and/or lease of real estate properties;

(3) the Company may carry out any commercial, industrial, financial, personal and real estate operations, which are directly or indirectly connected with its corporate purpose or which may favour its development.

Art. 6. The Company is formed for an unlimited period of time.

Title II. - Capital - Shares - Capital surplus - Reserves

Art. 7.

7.1 The share capital of the Company is fixed at thirty thousand three hundred U.S. Dollars (USD 30,300), represented by:

- (1) thirty thousand (30,000) Ordinary Shares; and
- (2) three hundred (300) class A preferred shares (the Class A Preferred Shares), having a par value of one U.S. Dollar (USD 1) each, all of which are entirely subscribed and fully paid up.

7.2 Towards the Company, the Shares are indivisible, and only one owner is admitted per Share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

7.3 An amount equal to five percent (5%) of the annual Profit of the Company shall be allocated to the statutory reserve of the Company, until such reserve amounts to ten percent (10%) of the Company's share capital.

7.4 Subject to the provisions of the Agreement, the balance of the Profit of the Company (after the allocation to the statutory reserve (if applicable)), if any, shall be distributed by the Company to the Shareholders, no less frequently than on 31 March, 30 June, 30 September and 31 December of each Calendar Year as follows:

- (a) the Company shall pay the Class A Preferred Dividend; and
- (b) provided that the Company has paid the entire Class A Preferred Dividend, the Company shall pay the remaining balance (if any) as Ordinary Dividends.

7.5 From the date of issuance of such Preferred Shares, a cumulative dividend shall accrue daily on each Class A Preferred Share, in an amount equal to the product of:

- (a) the sum of:
 - (A) the par value of such Preferred Share;
 - (B) the average amount of any Capital Surplus on such Preferred Share outstanding during such period; and
 - (C) the amount of any accrued but unpaid Preferred Dividend on such Preferred Share;
- (b) the Dividend Rate; and
- (c) the number of calendar days elapsed in such period divided by three hundred and sixty-five (365).

7.6 Any Preferred Share shall be deemed an Ordinary Share for the purpose of Articles 7.3 - 7.5 once the entire amount of the Capital Surplus contributed on the class of Preferred Shares to which such Preferred Share belongs, together with any accrued but unpaid dividend on such Preferred Shares, has been repaid to the Shareholders.

7.7 Any surplus cash remaining in the accounts shall be invested in accordance with banking principles, policies and procedures of the Company, as may be adopted and amended from time to time by an Extraordinary Resolution of the Company Board.

7.8 The General Meeting may, subject to applicable law and the Agreement, decide to pay interim dividends.

7.9 The issued share capital of the Company may be increased or reduced at any time pursuant to an Extraordinary Resolution of the Shareholders.

7.10 If required by the Agreement, the Shareholders shall contribute additional cash to the Company as Capital Surplus (except for any share capital which may be required in connection with the establishment of any new class of Shares approved by each Shareholder). Unless otherwise agreed by all the Shareholders, each Capital Surplus contribution made by a Shareholder will be attached to either the Ordinary Shares or a specific class of Preferred Shares, which are held by such Shareholder, and shall entitle such Shareholder to receive the corresponding payments allocable to such Ordinary Shares or specific class of Preferred Shares, as applicable.

7.11 Any Capital Surplus contributed by the Shareholders on the Ordinary Shares is repayable to the Shareholders pro rata to the Ordinary Shares held by the Shareholders and any Capital Surplus contributed by a Shareholder on its Preferred Shares is repayable only to the holder of such Preferred Shares in accordance with the terms of the Agreement.

7.12 Any funds received by the Company shall be used in the priority set forth in the Agreement.

Art. 8.

8.1 As long as the Company has several shareholders, the transfer of Shares inter vivos to third parties must be authorised pursuant to a resolution of the General Meeting.

8.2 Neither Shareholder shall (nor shall it purport to) assign, transfer or otherwise dispose of all or any part of its Shares without the prior written consent of the other Shareholder, other than for transfers permitted under Article 8.

8.3 Subject to Article 8.1, Rosneft Shareholder may at any time transfer all (and not some only) of its Shares to any direct or indirect wholly-owned subsidiary of Rosneft, and ExxonMobil Shareholder may at any time transfer all (and not some only) of its Shares to any direct or indirect wholly-owned subsidiary of ExxonMobil.

8.4 If a Shareholder has granted its written consent to the other Shareholder to assign, transfer or otherwise deal with all or any part of its Shares pursuant to Article 8.2, then such other Shareholder may so assign, transfer or otherwise deal with all or any part of its Shares, provided that the following conditions are met:

(1) as a result of such transfer, each of the transferring Shareholder and the transferee shall have Equity Interests in the Company equal to or exceeding ten percent (10%);

(2) the non-transferring Shareholder is granted with an option to exercise the preemptive right to acquire the Shares intended to be assigned, transferred or otherwise dealt with under this Article 8.4 pursuant to the following procedure:

(a) once the final terms and conditions of the relevant transfer have been fully negotiated, the transferring Shareholder shall disclose all such final terms and conditions as are relevant to the acquisition of the Shares (and, if applicable, the determination of the Cash Value of the Shares) in a notice to the other Shareholder, which notice shall be accompanied by a copy of all instruments or relevant portions of instruments establishing such terms and conditions. Such other Shareholder shall have the right to acquire the Shares subject to the proposed transfer from the transferring Shareholder on the terms and conditions described in this Article 8.4(2)(a) if, within thirty (30) days of the relevant notice, the other Shareholder delivers to the transferring Shareholder counter-notification that it accepts such terms and conditions without reservations or conditions (subject to Articles 8.4(2)(c) and 8.4(2)(d), where applicable). If the non-transferring Shareholder fails to deliver such counter-notification, the transferring Shareholder may so assign, transfer or otherwise deal with all or any part of its Shares, subject to the other provisions of this Article 8.4, under terms and conditions no more favourable to the proposed assignee or transferee than those set forth in the notice to the non-transferring Shareholder, provided that the transfer shall be concluded within one hundred eighty (180) days from the date of the notice plus such additional period as may be required to secure any Governmental Approvals. The non-transferring Shareholder shall have no right under this Article 8.4(2) to acquire any asset other than the Shares, nor may such Shareholder be required to acquire any asset other than the Shares, regardless of whether other properties are included in the transfer;

(b) in the event of a Cash Transfer that does not involve other properties as part of a wider transaction, the non-transferring Shareholder shall have a right to acquire the Shares subject to the proposed assignment or transfer on the same final terms and conditions as were negotiated with the proposed assignee or transferee. In the event of a transfer that is not a Cash Transfer or involves other properties included in a wider transaction (package deal), the transferring Shareholder shall include in its notification to the non-transferring Shareholder a statement of the Cash Value of the Shares subject to the proposed assignment or transfer, and the non-transferring Shareholder shall have a right to acquire such Shares on the same final terms and conditions as were negotiated with the proposed assignee or transferee except that it shall pay the Cash Value in immediately available funds at the closing of the transfer in lieu of the consideration payable in the third party offer, and the terms and conditions of the applicable instruments shall be modified as necessary to reflect the acquisition of the Shares for cash. In the case of a package sale, the non-transferring Shareholder may acquire the Shares subject to the proposed package sale unless and until the completion of the wider transaction (as modified by the exclusion of properties subject to pre-emptive rights or excluded for other reasons) with the package sale transferee. If for any reason the package sale terminates without completion, the other Shareholder's right to acquire the Shares subject to the proposed package sale shall also terminate;

(c) for purposes of Article 8.4(2)(b), the Cash Value proposed by the transferring Shareholder in its notice shall be conclusively deemed correct unless the non-transferring Shareholder is a Disagreeing Shareholder and gives notice to the transferring Shareholder within ten (10) days of receipt of its notice stating that it does not agree with its statement

of the Cash Value, stating the Cash Value the non-transferring Shareholder believes is correct and providing any supporting information that it believes is helpful. In such event, the transferring Shareholder and the Disagreeing Shareholder shall have fifteen (15) days in which to attempt to negotiate an agreement on the applicable Cash Value. If no agreement has been reached by the end of such fifteen (15)-day period, either the transferor or the Disagreeing Shareholder shall be entitled to refer the matter to an independent expert as provided in Articles 8.5 to 8.8 for determination of the Cash Value;

(d) if the determination of the Cash Value is referred to an independent expert and the value submitted by the transferring Shareholder is no more than five percent (5%) above the Cash Value determined by the independent expert, the value submitted by the transferring Shareholder shall be used for the Cash Value and the Disagreeing Shareholder shall pay all costs of the expert. If the value submitted by the transferring Shareholder is more than five percent (5%) above the Cash Value determined by the independent expert, the independent expert's value shall be used for the Cash Value and the transferring Shareholder shall pay all costs of the expert. Subject to the independent expert's value being final and binding in accordance with Articles 8.5 to 8.8, the Cash Value determined by the procedure shall be final and binding on the Shareholders; and

(e) once the Cash Value is determined under Article 8.4(2)(d) and subject to Article 8.4(2)(b), the transferring Shareholder shall be obligated to sell and the other Shareholder which has provided notice of its intention to purchase the transferring Shareholder's Shares pursuant to Article 8.4(2)(a) shall be obligated to buy the Shares at said value.

8.5 For any decision referred to an expert under Article 8.4(2), the Shareholders hereby agree that such decision shall be conducted expeditiously by an expert selected unanimously by the Shareholders. The expert is not an arbitrator of the dispute and shall not be deemed to be acting in an arbitral capacity.

8.6 A Shareholder desiring an expert determination shall give the Shareholders written notice of the request for such determination. If Shareholders are unable to agree upon an expert within ten (10) days after receipt of the notice of request for an expert determination, then, upon the request of any of the parties to the dispute, the International Centre for Expertise of the International Chamber of Commerce (ICC) shall appoint such expert and shall administer such expert determination through the ICC's Rules for Expertise.

8.7 The expert, once appointed, shall have no ex parte communications with any of the Shareholders concerning the expert determination or the underlying dispute. The Shareholders agree to cooperate fully in the expeditious conduct of such expert determination and to provide the expert with access to all facilities, books, records, documents, information and personnel necessary to make a fully informed decision in an expeditious manner.

8.8 Before issuing his final decision, the expert shall issue a draft report and allow the Shareholders to comment on it. The expert shall endeavour to make its determination or resolve the dispute within thirty (30) days (but no later than sixty (60) days) after his appointment, taking into account the circumstances requiring an expeditious determination or resolution of the matter in dispute. The expert's decision shall be final and binding on the parties to the dispute, subject to the provisions of the Agreement.

Art. 9. The death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of any Shareholder will not result in the dissolution of the Company.

Title III. - Management

Art. 10.

10.1 The Company is managed by the Company Board in accordance with the Companies Act, these Articles and the Agreement. The Company shall be governed by the Shareholders and the Company Board. The Shareholders and the Company Board shall have the authority set forth in the Articles or as otherwise provided by the applicable law or by the Agreement. The forum for the Shareholders to undertake decisions required of them shall be a General Meeting, except as otherwise set forth in the Agreement or these Articles. The forum for the Company Board to undertake decisions required of them shall be a meeting of the Company Board, except as otherwise set forth in the Agreement or these Articles. All powers not expressly reserved to the General Meeting by law, the Articles and/or the Agreement fall within the powers of the Company Board.

General Meeting

10.2 A General Meeting shall be convened at least once in each Calendar Year in accordance with the Articles and all other General Meetings may be convened at such other times as are permitted or required by the Articles.

10.3 All General Meetings shall be held in the Grand Duchy of Luxembourg, unless another location is agreed to by all the Shareholders; provided, however, that the General Meeting approving (i) the Annual Budget, (ii) the annual financial statements of the Company, and (iii) the allocation of the realised income between the Company and the Financing Branch, shall always be held in Luxembourg. Any Shareholder may participate in any General Meeting, except for the General Meeting approving (i) the Annual Budget, (ii) the annual financial statements of the Company, and (iii) the allocation of the realised income between the Company and the Financing Branch, by teleconference. Such teleconference should be initiated from Luxembourg and should allow all the Shareholders taking part in the General Meeting to be identified and to deliberate. The participation by a Shareholder in a General Meeting by teleconference shall be deemed to be a participation in person at such General Meeting and the General Meeting shall be deemed to be held at the registered office of the Company.

10.4 All General Meetings shall be convened by a notice from the chairman of the Company Board. Such notice shall be given to each Shareholder at its address for service in the records of the Company not less than thirty (30) days prior to the proposed date of such General Meeting, stating the date, time and place of such meeting. Such notice shall also include the following:

- (a) a list of the agenda items to be addressed at the meeting; and
- (b) in respect of each agenda item, an indication of whether a resolution is to be proposed for adoption or other voting action is to be taken.

Any papers relevant to particular matters to be considered at such meeting shall be circulated simultaneously with the notice of such General Meeting. Any decision of the Shareholders adopted at a General Meeting that was not convened in accordance with the notice requirements set forth in this Article 10.4 shall be null and void unless it is subsequently ratified by all the Shareholders. For the avoidance of doubt, any of the notice requirements set forth in this Article 10.4 may be waived by a unanimous decision of the Shareholders.

10.5 The quorum required for General Meetings shall be the Shareholders representing a majority of the share capital of the Company present (in person or by teleconference) or represented by proxy; provided, however, if a quorum is not present at the time appointed for a duly-convened General Meeting due to the absence of a representative of either Rosneft Shareholder or ExxonMobil Shareholder, then such General Meeting shall be reconvened by registered letters and held five (5) Business Days following the date of such adjournment (unless another date is agreed to by all the Shareholders). Failure to constitute a quorum at such rescheduled duly-convened General Meeting shall be deemed a Deadlock Event and shall be resolved in accordance with the terms of the Agreement.

10.6 Voting on Shareholder resolutions shall take place as follows:

- (a) until the end of the Agreed Exploration Project Expenses Carry Period, all decisions of the Shareholders shall be determined pursuant to an Extraordinary Resolution of the Shareholders; and
- (b) after the end of the Agreed Exploration Project Expenses Carry Period, only Extraordinary Shareholder Matters shall be determined pursuant to an Extraordinary Resolution of the Shareholders and all other decisions shall be determined pursuant to an Ordinary Resolution of the Shareholders.

10.7 The chairman of the Company Board shall make a record of each proposal voted on and the results of such voting at each General Meeting. Each Shareholder or its representative shall sign and be provided a copy of such record at the end of such General Meeting, and it shall be considered the final record of the decisions of the Shareholders at such General Meeting.

10.8 Resolutions of the Shareholders may also be adopted without a General Meeting by means of entry in the Company's minute book and signed by the Shareholders entitled to vote thereon.

Company Board

10.9 The Company Board is composed of five (5) individuals (each, a "Company Manager"), each of whom shall be appointed by the Shareholders as provided in this Article 10.9. Rosneft Shareholder shall have the right, from time to time, to propose the appointment of three (3) individuals as Company Managers (each such Company Manager, a "Class A Company Manager") and ExxonMobil Shareholder shall have the right, from time to time, to propose the appointment of two (2) individuals as Company Managers (each such Company Manager, a "Class B Company Manager").

10.10 Each Shareholder shall have the right at any time to propose the (i) removal of a Company Manager appointed upon the proposal of such Shareholder; and (ii) appointment of an individual to fill one of its allotted Company Manager positions should a vacancy in such position be created (i.e., by death, resignation or removal of any of the Company Managers). Each proposal to appoint or remove a Company Manager shall be made by giving prior written notice thereof to the other Shareholder.

10.11 Any change in the number or reallocation of the Company Manager positions shall be approved by an Extraordinary Resolution of the Shareholders.

10.12 A Company Manager shall be appointed by the Company Board as chairman of the Company Board upon the proposal of the Class A Company Managers.

10.13 The chairman of the Company Board shall have the authority delegated to such chairman by the Company Board.

10.14 The Company Board shall meet at least semi-annually and at such other times as the chairman of the Company Board or any Company Manager may request. All meetings of the Company Board shall be held in the Grand Duchy of Luxembourg, unless another location is agreed to by all the Company Managers.

10.15 Any Company Manager may act at a meeting of the Company Board by appointing in writing or by telefax or electronic mail (e-mail) another Company Manager as his/her proxy. Proxies, if any, will remain attached to the minutes of the relevant meeting. Any Company Manager may also participate in a meeting of the Company Board by teleconference allowing all the Company Managers taking part in the meeting to be identified and to deliberate. The participation by a Company Manager in a meeting by teleconference shall be deemed to be a participation in person at such meeting and the meeting shall be deemed to be held at the registered office of the Company. The decisions of the Company Board will be recorded in minutes to be held at the registered office of the Company and to be signed by the Company Managers attending.

10.16 All meetings of the Company Board shall be convened by a notice from the chairman of the Company Board. Such notice is to be given to each Company Manager at his/her address for service in the Company records not less than thirty (30) days prior to the proposed date of such meeting, stating the date, time and place of the meeting. Such notice shall include the following:

- (a) a list of the agenda items to be addressed at the meeting; and
- (b) in respect of each agenda item, an indication of whether a resolution is to be proposed for adoption or other voting action is to be taken.

Any papers relevant to particular matters to be considered at such meeting shall be circulated simultaneously with the notice of such meeting. Any resolution of the Company Board adopted at a meeting that was not convened in accordance with the notice requirements set forth in this Article 10.16 shall be null and void unless it is subsequently ratified by all the Company Managers. For the avoidance of doubt, any of the notice requirements set forth in this Article 10.16 may be waived by a unanimous decision of the Company Managers.

10.17 The quorum for a meeting of the Company Board for the purposes of any Extraordinary Company Board Matter shall be a majority of the Company Managers present (in person or by teleconference) or represented by proxy and shall include at least one (1) Class B Company Manager. If a quorum is not present due to the absence of a Class A Company Manager or a Class B Company Manager at the time appointed for a duly-convened meeting of the Company Board, the agenda of which includes any Extraordinary Company Board Matter, then such meeting of the Company Board shall be adjourned and held five (5) Business Days following the date of such adjournment (unless another date is agreed to by at least one (1) Class A Company Manager and at least one (1) Class B Company Manager), and a failure of the Company Board to constitute a quorum at such rescheduled duly-convened meeting of the Company Board shall be deemed a Deadlock Event (as this term is defined in the Agreement) and referred by any Company Manager to a General Meeting of the Shareholders.

10.18 The quorum for meetings of the Company Board, the agenda of which does not include any Extraordinary Company Board Matter, shall be a majority of the Company Managers, present (in person or by teleconference) or represented by proxy, and shall include at least one (1) Class B Company Manager. If a quorum is not present due to the absence of a Class A Company Manager or a Class B Company Manager at the time appointed for a duly-convened meeting of the Company Board, the agenda of which does not include any Extraordinary Company Board Matter, then such meeting of the Company Board shall be adjourned and held five (5) Business Days following the date of such adjournment, and a quorum for such adjourned meeting of the Company Board shall be a simple majority of the Company Managers, present (in person or by teleconference) or represented by proxy.

10.19 Notwithstanding Articles 10.17 and 10.18 above, if the agenda of any meeting of the Company Board includes more than one item, some of which are Extraordinary Company Board Matters while others are not, and such meeting was reconvened pursuant to Articles 10.17 or 10.18 above, then the quorum for any such reconvened meeting of the Company Board shall be determined separately for each item of the agenda of such reconvened meeting in accordance with Articles 10.17 or 10.18 above, as applicable.

10.20 Company Manager voting shall take place as follows:

- (a) notwithstanding anything in the Articles to the contrary, until the end of the Agreed Exploration Project Expenses Carry Period all resolutions of the Company Board shall require an Extraordinary Resolution of the Company Board;
- (b) during the period from the end of the Agreed Exploration Project Expenses Carry Period until the commencement of Commercial Production, resolutions of the Company Board on Extraordinary Company Board Matters shall require an Extraordinary Resolution of the Company Board and resolutions on all other matters shall require an Ordinary Resolution of the Company Board; and
- (c) after the commencement of Commercial Production, resolutions of the Company Board on Extraordinary Company Board Matters shall require an Extraordinary Resolution of the Company Board and resolutions on all other matters shall require an Ordinary Resolution of the Company Board.

10.21 In lieu of a meeting, any Company Manager may submit any proposal to the Company Board for a vote by notice. The proposing Company Manager shall notify the chairman of the Company Board who shall give each Company Manager notice describing the proposal so submitted and whether the chairman of the Company Board considers such operational matter to require urgent determination. The chairman of the Company Board shall include with such notice adequate documentation in connection with such proposal to enable the Company Managers to make a decision. Each Company Manager shall communicate his/her vote by notice to the chairman of the Company Board and the other Company Managers within one of the following appropriate time periods after receipt of notice by such Company Manager:

- (a) forty-eight (48) hours in the case of operations which involve matters which are of an urgent nature to the extent duly justified by the circumstances evidenced to the Company Managers; and
- (b) fifteen (15) days in the case of all other proposals.

10.22 Except in the case of Article 10.21(a), any Company Manager may, by notice delivered to all the Company Managers within five (5) days of receipt of the notice of the chairman of the Company Board, request that the proposal be decided at a meeting rather than by notice. In such an event, that proposal shall be decided at a meeting duly called for that purpose.

10.23 Any Company Manager failing to communicate his/her vote in a timely manner shall be deemed to have voted against such proposal.

10.24 If a meeting is not requested, then at the expiration of the appropriate time period, the chairman of the Company Board shall give each Company Manager a confirmation notice stating the tabulation and results of the vote. Any resolution of the Company Board outside a meeting shall be passed by the affirmative vote of all the Company Managers.

10.25 For the avoidance of doubt, the requirements relating to written resolutions set forth in Articles 10.21 - 10.24, except for the requirement that the affirmative vote of all the Company Managers shall be required for any resolutions taken outside a meeting, may be waived by a unanimous decision of all the Company Managers.

10.26 Any agreements or other binding documents intended to implement any resolution of the Shareholders or the Company Board shall require (i) the joint signature of at least one (1) Class A Company Manager and at least one (1) Class B Company Manager; or (ii) the joint signatures or the sole signature of any Person(s) to whom such signatory power has been specifically granted by an Extraordinary Resolution of the Company Board, for such agreement or binding document, provided, however, that, (x) no Company Manager shall sign any agreement or document which does not comply with any decision of the Shareholders, any resolution of the Company Board or the policies of the Company; and (y) for the avoidance of doubt, none of the Company Managers shall be authorised to either undertake any actions or execute any resolutions or agreements on behalf of the Company except as set forth in this Article 10.26. The Shareholders shall be obliged to amend the Articles to adapt signing powers of the Company Managers if this is required pursuant to the Agreement.

10.27 Each Company Manager shall carry out his/her functions consistent with the following fundamental business principles:

- (1) ethical behaviour and strong business controls;
- (2) unwavering commitment to operations integrity;
- (3) disciplined efficient use of capital;
- (4) continuous focus on cost management;
- (5) commitment to develop the highest quality, motivated, diverse workforce; and
- (6) commitment to technology leadership.

Art. 11. In addition to the other Extraordinary Shareholder Matters listed in Article 7 and Article 10 herein, the Extraordinary Shareholder Matters are as follows:

- (1) Amendments to the formation documents (articles, bylaws) establishing the Company, the Operator and their branches, including those related to the scope of the Company's business;
- (2) Establishment of additional subsidiaries or branches of the Company;
- (3) Issuance of the Company's shares, including issuance of new shares or a new class of shares;
- (4) Amendment to the share capital of the Company;
- (5) Liquidation, merger or amalgamation of the Company;
- (6) Amendments to the funding obligations of the Shareholders;
- (7) Obtaining a third party financing for the Project and any material amendments thereto;
- (8) Resolutions to amend or terminate any of the Final Agreements (as defined in the Agreement) to which the Company is a party;
- (9) Approval of the Annual Budget (which includes both capital and operating components);
- (10) Approval of amendment to the Annual Budget which materially changes its scope or involves expenditure greater than ten percent (10%) of such Annual Budget;
- (11) Final investment decision(s) for the Project;
- (12) Approval of the Company annual accounts and authorisation of dividends or other cash distributions by the Company;
- (13) Resolutions regarding performance by the Company of business outside the scope of its business as set forth in the Final Agreements;
- (14) Resolution of any Deadlock Event (as defined in the Agreement) that has occurred at a meeting of the Company Board;
- (15) Determination that a discovery is a Commercial Discovery (as defined in the Agreement);
- (16) Approval of Development Plan(s) (as defined in the Agreement) (including, inter alia, development concept selection, cost estimating basis and schedule estimating basis);
- (17) Appointment or removal of the auditors of the Company;
- (18) Approval of the final legal and tax structure of the Marketing Company (as defined in the Agreement) and any change to the scope of its marketing activity;
- (19) Modification of the Discovery Area (as defined in the Agreement);

(20) Consent to assignment of ownership to intellectual property rights in the Venture Information to a Shareholder or the Operator (as these terms are defined in the Agreement and subject to its terms);

(21) Approval of the Company's and/or the Operator's acquisition of, or entrance into long-term lease arrangements for, logistical assets downstream of the Delivery Point (as this term is defined in the Agreement) (including tankers and other vessels, terminals and pipelines), with the exception of charters and operating leases of less than six (6) months;

(22) Approval of: (i) the establishment of the Financing Branch, (ii) the regulations for the Financing Branch, (iii) the appointment of two managers of the Financing Branch, and (iv) the location of the Financing Branch office;

(23) Other matters which, as a matter of the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, must fall under the competence of the General Meeting.

Art. 12. In addition to the other Extraordinary Company Board Matters listed in Article 10 herein, the Extraordinary Company Board Matters are as follows:

(1) Approval and amendment of accounting principles, policies and procedures of the Company, and any material amendment thereto;

(2) Approval and amendment of strategies and procedure applicable to corporate governance, business practices and operating policies of the Company;

(3) Approval and amendment of the banking principles, policies and procedures of the Company, including those relating to opening and closing bank accounts of the Company, and any material amendment thereto;

(4) Disposal of assets owned by the Company having a value in excess of one million U.S. dollars (\$1,000,000) in accordance with the Company's balance sheet;

(5) Approval of the annual hydrocarbons marketing plan in relation to the hydrocarbons as further detailed in the Agreement;

(6) Entry into, amendment or termination by the Company of any transaction (other than hydrocarbon sales) (i) with respect to the agreements to which either Rosneft, ExxonMobil or any of their respective Affiliates is a party, having a value in excess of one million U.S. dollars (\$1,000,000), (ii) with respect to the agreements to which a Person that is not an Affiliate of Rosneft or ExxonMobil is a party, having a value in excess of (A) five million U.S. dollars (\$5,000,000) during any period of exploration, (B) ten million U.S. dollars (\$10,000,000) during any period of development and (C) five million U.S. dollars (\$5,000,000) for any non-competitively bid contracts and (iii) any contract which is to be awarded without strict adherence to the procurement policies and guidelines of the Operator;

(7) Approval of personnel training and development plans for Company personnel including the deployment of the functional teams and progress on achieving long-term organisation capability milestones and staffing needs (as further detailed in the Agreement);

(8) Establishing the Company's voting position at the general meetings of shareholders of subsidiary companies (including the meeting of shareholders of the Operator);

(9) Delegation of any authorities set forth in this Article 12 from the Company Board;

(10) Resolution of any Deadlock Event that has occurred at a meeting of the board of managers of the Operator;

(11) Adoption of and any changes to the Foundation Business Policies (as defined in the Agreement);

(12) Adoption of and any changes to the internal rules determining the procedure for internal endorsement by the management personnel of the Company of contracts to be executed by the Company, which are related to the area of the Company's activities for which such management personnel is responsible;

(13) Appointment of any manager of the Financing Branch;

(14) Establishing a set of marketing reporting metrics to be provided on a monthly, quarterly and annual basis to the Shareholders by the Marketing Company (as defined in the Agreement);

(15) Approval of the Marketing Company Staffing Plan (as defined in the Agreement), and any changes thereto; and

(16) Approving the table of financial authorities for the Agreed Exploration Project Expenses Carry Period.

Title IV. - Financial year - Accounts - Audit - Liquidation

Art. 13. The Company's financial year runs from the first day of January of one year to the thirty first day of December of the same year.

Art. 14.

14.1 Each year as of the thirty-first day of December, the Company Board will draw up a balance sheet, which will contain a record of all movable and immovable property and obligations of the Company. The Company shall maintain its statutory accounts, books and records in the English language and in U.S. Dollars and in such other language and currency as may be required by applicable law. The management accounts of the Company and any of its branch offices shall be prepared in the English language and in U.S. Dollars. The accounting books of the Company shall be kept at the registered office of the Company in Luxembourg.

14.2 Subject to confidentiality limitations and such other restrictions as the Shareholders may from time to time agree, the Shareholders and their respective auditors and Company Managers shall have full access to the accounts, books and all records of the Company and its respective branch offices at all reasonable times.

14.3 The Shareholders shall appoint a firm of independent accountants (i) qualified to do business in the Grand Duchy of Luxembourg and (ii) belonging to a group of reputable internationally recognised firms of independent auditors (including at least one firm qualified to do business in the Russian Federation) to serve as the auditor of the Company.

14.4 The auditors of the Company appointed pursuant to Article 14.3 above, shall have full access to the books and records of the Company and shall audit the accounts and activities of the Company annually. Such auditors shall provide the Company and the Shareholders with an audit report within thirty (30) days after the end of each year, and shall undertake, as part of their responsibilities to the Company, to provide any information reasonably requested of them by the Shareholders subject to Article 14.2 above.

Art. 15. In the event of dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or more liquidators.

Transitory disposition

The first financial year shall begin on the day of incorporation of the Company and shall end on 31 December 2014.

Subscription - Payment

The articles of association having thus been established, the Shareholders hereby declare that they subscribe to all the thirty thousand (30,000) Ordinary Shares and three hundred (300) Class A Preferred Shares of the Company, having a par value of one U.S. Dollar (USD 1) each, as follows:

ExxonMobil Shareholder:	ten thousand (10,000) Ordinary Shares; and one hundred (100) Class A Preferred Shares.
Rosneft Shareholder:	twenty thousand (20,000) Ordinary Shares; and <u>two hundred (200) Class A Preferred Shares.</u>
Total:	thirty thousand (30,000) Ordinary Shares; and three hundred (300) Class A Preferred Shares.

All the Shares have been fully paid up by the Shareholders by way of contributions in cash in an aggregate amount of thirty thousand three hundred U.S. Dollars (\$30,300), so that the amount of thirty thousand three hundred U.S. Dollars (\$30,300) paid by the Shareholders is from now on at free disposal of the Company, evidence thereof having been given to the undersigned notary and the notary expressly bears witness to it.

Shareholders' resolutions

Immediately after the incorporation of the Company, the Shareholders, representing the entire share capital of the Company, take the following resolutions:

- The following persons are appointed as members of the Company Board, with effect as of the date hereof and for an unlimited period of time:

* Timofey STRELTSOV, born on 2 December 1968 in Sakhalin Region (USSR), with professional address at 26/1, Sofiyskaya Embankment, 117997, Moscow (Russia), as class A manager;

* Grigory BONDARENKO, born on 16 February 1963 in Kharkov (USSR), with professional address at 26/1, Sofiyskaya Embankment, 117997, Moscow (Russia), as class A manager;

* Rostislav LATYSH, born on 20 March 1973 in Ivano-Frankovsk (USSR), with professional address at 26/1, Sofiyskaya Embankment, 117997, Moscow (Russia), as class A manager;

* James J. ZULLIG, born on 3 March 1955 in New Jersey (USA), with professional address at 233 Benmar Drive, Houston, Texas 77060-3105 (USA), as class B manager; and

* James K. FLOOD, born on 15 April 1957 in Furth (Germany), with professional address at 17001 Northchase Drive, Houston, Texas 77060-2135 (USA), as class B manager;

- Ernst & Young, société anonyme, having its registered office in L-5365 Munsbach, 7, rue Gabriel Lippmann (RCS Luxembourg B 47771), is appointed as external auditor of the Company, with effect as of the date hereof and until the approval of the annual accounts of the Company for the financial year ending on 31 December 2014; and

- the address of the registered office of the Company is set at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg.

Valuation and costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with the above matters, have been estimated at EUR 1,500.-.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg on the date mentioned at the beginning of this document.

The deed having been read to the appearing persons, known to the notary by surname, first name, civil status and residence, the said persons appearing signed together with the notary the present deed.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a German translation. On request of the same appearing persons and in case of discrepancies between the English and the German text, the English version shall prevail.

Folgt die deutsche Übersetzung des vorhergehenden Textes:

Im Jahr zweitausendundvierzehn, am sechsten März.

Erschienen die Folgenden vor Me Henri HELLINCKX, einem Notar mit Sitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Sind erschienen:

die EXXONMOBIL RUSSIA EAST SIBERIAN SEA HOLDINGS B.V., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (limited liability company) nach dem Recht der Niederlande mit der Registrierungsnummer 58144773 und Sitz in der Graaf Engelbertlaan 75, 4837DS Breda, Niederlande, eingetragen im Register der Niederländischen Handelskammer, und vertreten durch Herrn Christophe BALTHAZAR, beruflich wohnhaft in Luxemburg, aufgrund einer Vollmacht vom 3. März 2014 sowie

die ROSNEFT JV PROJECTS S.A., eine nach den Gesetzen des Grossherzogtums Luxemburg gegründete und bestehende Aktiengesellschaft (société anonyme) mit der Registrierungsnummer B 167491 und eingetragenem Sitz in der 16, Allée Marconi, L-2120 Luxembourg, vertreten durch Herrn Jean-Marie POOS, beruflich wohnhaft in Luxemburg, aufgrund einer Vollmacht vom 28. Februar 2014.

Die Vollmachten sind nach ihrer ne varietur Unterzeichnung durch die Bevollmächtigten der Anteilseigner und dem unterzeichnenden Notar im Anhang dieser Urkunde aufzubewahren, um dann bei den registrierenden Behörden eingereicht zu werden.

Die wie o.a. vertretenen Anteilseigner haben den Notar gebeten, den folgenden Gesellschaftsvertrag einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) aufzusetzen, deren Errichtung sie erklären:

Titel I. - Definitionen - Ernennung - Eingetragener Sitz - Zweck - Dauer

Art. 1. Die in diesem Gesellschaftsvertrag verwendeten Wörter und Wendungen haben folgende Bedeutung:

Verbundenes Unternehmen: bedeutet in Bezug auf einen Anteilseigner jede sonstige Person, die den jeweiligen Anteilseigner unmittelbar oder mittelbar kontrolliert, von ihm kontrolliert wird oder unter gemeinsamer Kontrolle mit ihm steht, wobei jedoch (a) die Gesellschaft, der Betreiber und das ARC (im Sinne der Vereinbarung) und ihre jeweiligen Tochtergesellschaften und (b) OJSC „ROSNEFTEGAZ“ (« »), die Russische Föderation und jede Person (unmittelbare und mittelbare Tochtergesellschaften von Rosneft ausgenommen), die entweder von OJSC „ROSNEFTEGAZ“ (« ») oder der Russischen Föderation kontrolliert wird, nicht als verbundene Unternehmen bzw. Tochtergesellschaften von Rosneft gelten.

Unterstützungsperiode (Carry Period) für vereinbarte Aufschlussprojektkosten: Zeit während der bestimmte vereinbarte Aufschlussprojektkosten (wie ausführlicher in der Vereinbarung bestimmt) allein vom Anteilseigner Exxon-Mobil getragen werden.

Vereinbarung: bedeutet die schriftliche Gründungsvereinbarung, die gelegentlich zwischen den Anteilseignern in Bezug auf die Gesellschaft besteht.

Jahresbudget: bedeutet das Jahresbudget der Gesellschaft.

Artikel: hat die in Artikel 2 gegebene Bedeutung.

Geschäftstag: jeder Tag außer Samstag, Sonntag oder gesetzlichen Feiertagen in der Russischen Föderation, im Großherzogtum Luxemburg, der Schweizerischen Eidgenossenschaft und den USA.

Kalenderjahr: ein Zeitraum von zwölf (12) Monaten, beginnend am 1. Januar und endend am darauf folgenden 31. Dezember.

Kapitalüberschuss: Beträge, die (a) der Gesellschaft von den Anteilseignern zugeschossen werden, ohne dass dafür Anteile ausgegeben werden und die (b) in den Konten der Gesellschaft dem Konto 'Zuschüsse ohne Anteile' (Konto 115 "Kapitalzuschüsse ohne Ausgabe neuer Anteile" im Luxemburger Standardkontenplan ab 10. Juni 2009) zugeteilt werden.

Bargeld-Übertragung: jede Übertragung, bei der die einzige Gegenleistung (außer der Übernahme von Verpflichtungen bezüglich der übertragenen Anteile) in der Form von Bargeld, Barwerten, Solawechseln oder zurückbehaltenen Anteilen (wie Förderungszahlungen) an den übertragenen Anteilen besteht.

Barwert: Anteil des gesamten Geldwertes (in U.S. Dollar) der vom beabsichtigten Empfänger angebotenen Gegenleistung (einschließlich Bargeld, sonstiger Vermögenswerte und Steuereinsparungen für den Übertragenden aus einem bargeldlosen Deal), die angemessenerweise den Anteilen zugeteilt werden sollten, deren Übertragung geplant ist.

Klasse A Geschäftsführer: hat die in Artikel 10.9 zugeschriebene Bedeutung.

Dividende auf Vorzugsstammanteile A: die aufgelaufene, aber nicht ausgeschüttete, nach Artikel 7.5 bestimmte Dividende der Vorzugsstammanteile A.

Vorzugsstammanteile A: hat die in Artikel 7.1 zugeschriebene Bedeutung.

Klasse B Geschäftsführer: hat die in Artikel 10.9 zugeschriebene Bedeutung.

Kommerzielle Förderung: hat die in der Vereinbarung genannte Bedeutung.

Companies Act: hat die in Artikel 2 zugeschriebene Bedeutung.

Gesellschaft: hat die in Artikel 2 zugeschriebene Bedeutung.

Geschäftsführung: die Geschäftsführung der Gesellschaft.

Geschäftsführer: hat die in Artikel 10.9 zugeschriebene Bedeutung.

Zuständige Behörde: bedeutet

(a) jede nationale, regionale oder örtliche Regierungsbehörde und alle Ministerien und deren Abteilungen

(b) jede Person, die Funktionen der Exekutive, Legislative, Judikative, von Aufsichts- oder Verwaltungsbehörden oder sich auf diese beziehende Funktionen ausübt (einschl. aller unabhängigen Regelungsinstanzen)

(c) jede(s) sonstige Regierungseinrichtung, -instrument, -agentur, -behörde, -gericht oder -unternehmen

(d) jede(r) sonstige Einrichtung, Ausschuss oder Kommission unter der mittelbaren oder unmittelbaren Kontrolle einer Regierung oder

(e) jedes im Regierungseigentum oder unter dessen Kontrolle stehende kommerzielle Unternehmen.

Kontrolle: bedeutet unmittelbar oder mittelbar über eine oder mehrere zwischengeschaltete Stellen: (a) das wirtschaftliche Eigentum an mehr als fünfzig Prozent (50 %) der Stimmrechte, die im Rahmen einer Hauptversammlung (bzw. einer gleichwertigen Veranstaltung) der betroffenen Person ausgeübt werden dürfen oder, wenn keine solche Rechte vorliegen, Eigentum an mehr als fünfzig Prozent (50 %) der Kapitalbeteiligung dieser Person oder (b) die Befähigung, die Geschäftsführung oder Richtlinien dieser Person gemäß einer schriftlichen Vereinbarung anzuweisen oder das Recht, den Geschäftsführer oder ähnlichen leitenden Mitarbeiter zu ernennen,

und „kontrolliert“ und „kontrolliert werden“ wird entsprechend ausgelegt.

Protestierender Anteilseigner: Anteilseigner, der dem übertragenden Anteilseigner gemäß Artikel 8.4(2)(c) mitteilt, dass er dem Barwert der von einer Übertragung betroffenen Anteile nicht zustimmt.

Dividendensatz: ein dem LIBOR, wie zwei (2) Geschäftstage vor dem ersten Kalendertag jedes Kalenderjahres berichtet, entsprechender Jahressatz plus zweieinhalb Prozent (2,5 %).

Eigenkapitalanteil: bezüglich eines Anteilseigners der prozentuale Anteil, den die Gesamtheit der von ihm gehaltenen Anteile an allen im Eigentum aller Anteilseigner stehenden Anteile der Gesellschaft ausmacht.

Außerordentliche Angelegenheiten für die Geschäftsführung: die in diesen Artikeln aufgelisteten Angelegenheiten, die gemäß einem Außerordentlichen Beschluss der Geschäftsführung zu entscheiden sind.

Außerordentlicher Beschluss: ein Außerordentlicher Beschluss der Anteilseigner oder ein Außerordentlicher Beschluss der Geschäftsführung, je nach Kontext.

Außerordentlicher Beschluss der Geschäftsführung: ein Beschluss der Geschäftsführung, der mindestens mit der einfachen Mehrheit der Geschäftsführer, einschließlich mindestens einem (1) Klasse B Geschäftsführer, gefasst wird.

Außerordentlicher Beschluss der Anteilseigner: ein einstimmiger Beschluss der Hauptversammlung.

Außerordentliche Angelegenheit für Anteilseigner: die in diesen Artikeln aufgelisteten Angelegenheiten, die gemäß einem Außerordentlichen Beschluss der Anteilseigner zu entscheiden sind.

ExxonMobil: die ExxonMobil Oil Corporation, ein nach den Gesetzen des US-Bundesstaats New York, USA, gegründetes und bestehendes Unternehmen.

Anteilseigner ExxonMobil: bedeutet ExxonMobil Russia East Siberian Sea Holdings B.V., eine nach dem Recht der Niederlande gegründete und bestehende Gesellschaft mit beschränkter Haftung (limited liability company) mit Registrierungsnummer 58144773 und Sitz in Graaf Engelbertlaan 75, 4837DS Breda, Niederlande, bei der Niederländischen Handelskammer eingetragen.

Finanzierungsfiliale: die Schweizer Finanzierungsfiliale der Gesellschaft.

Hauptversammlung: jede Hauptversammlung der Anteilseigner der Gesellschaft.

Behördliche Genehmigungen: bezüglich einer Person (a) jegliche Ermächtigung, Zustimmung, Genehmigung, Lizenz, Entscheidung, Erlaubnis, Zertifizierung, Ausnahme, Beantragung, Abweichung, Befehl, Urteil, Dekret oder Veröffentlichung von, durch oder bei, (b) Mitteilung an, (c) Erklärung von, durch oder bei oder (d) Anmeldung durch oder bei eine (r) zuständigen Behörde, die eine solche Person beschaffen oder ausführen muss.

LIBOR: hat die in der Vereinbarung festgelegte Bedeutung.

Betreiber: bedeutet Anismorneftegaz SARL, eine nach den Gesetzen des Grossherzogtums Luxemburg als Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) gegründete und eingetragene hundertprozentige Tochter der Gesellschaft zur Umsetzung des Projekts.

Stammdividende: Auf Stammanteile gezahlte Dividende.

Ordentlicher Beschluss der Geschäftsführung: ein von der Geschäftsführung mit einfacher Mehrheit der Geschäftsführer gefasster Beschluss.

Ordentlicher Beschluss der Anteilseigner: ein von der Hauptversammlung mit einfacher Mehrheit der die Mehrheit der Anteile an der Gesellschaft vertretenden Anteilseigner gefasster Beschluss.

Stammanteile: gewöhnliche Anteile (oder Stammanteile) an der Gesellschaft.

Person: bedeutet jede natürliche Person, Firma, Gesellschaft, Personengesellschaft, Gesellschaft mit beschränkter Haftung, jedes Treuhandverhältnis, Joint Venture oder sonstige juristische Person.

Vorzugsdividende: Dividende auf Vorzugsstammanteile A.

Vorzugsstammanteile: bezieht sich auf A-Vorzugsstammanteile und sonstige von der Gesellschaft ausgegebene Vorzugsstammanteile.

Gewinn: Gesamteinnahmen minus Betriebskosten, gezahlte Zinsen, Amortisierung und Steuern für einen bestimmten Zeitraum.

Projekt: hat die in Artikel 5.3 zugeschriebene Bedeutung.

Rosneft: Rosneft Oil Company, eine nach den Gesetzen der Russischen Föderation gegründete und bestehende Aktiengesellschaft (joint-stock company).

Anteilseigner Rosneft: Rosneft JV Projects S.A., ein nach den Gesetzen des Grossherzogtums Luxemburg gegründetes und bestehendes Unternehmen mit der Registrierungsnummer B 167491 und Sitz in 16, Allée Marconi, L-2120 Luxembourg.

Anteile: steht insgesamt für Stamm- und Vorzugsstammanteile.

Anteilseigner: steht für die Anteilseigner Rosneft und die Anteilseigner ExxonMobil.

US-Dollar oder US\$: steht für die offizielle Währung der Vereinigten Staaten von Amerika.

Großgeschriebene Worte und Begriffe, die in diesen Artikeln nicht definiert sind, haben die ihnen in der Vereinbarung zugewiesene Bedeutung.

Art. 2. Es wird hiermit eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) (die „Gesellschaft“) entsprechend den für eine solche Einrichtung geltenden Gesetzen gegründet, insbesondere dem Luxemburgischen Gesetz vom 10. August 1915 zu kommerziellen Unternehmen in seiner novellierten Fassung („Companies Act“) und diesem Gesellschaftsvertrag („Satzung“).

Art. 3. Das Unternehmen trägt die Bezeichnung "Anismorneftegaz Holding SARL".

Art. 4.

4.1 Der eingetragene Sitz der Gesellschaft ist in der Gemeinde Luxembourg.

4.2 Mit Beschluss der Hauptversammlung kann der Sitz jederzeit an einen anderen Ort im Grossherzogtum Luxemburg verlegt werden.

4.3 Die Gesellschaft kann sowohl Büros als auch Niederlassungen im Grossherzogtum Luxemburg sowie im Ausland haben.

Art. 5.

5.1 Eines der Ziele der Gesellschaft ist der Erwerb von Beteiligungen an Gesellschaften und Unternehmen jeglicher Art in Luxemburg und im Ausland sowie die Verwaltung dieser Beteiligungen. Die Gesellschaft kann insbesondere durch Zeichnung, Kauf und Tausch oder auf jede sonstige Weise Aktien, Anteile und sonstige Beteiligungspapiere, Anleihen, Schuldscheine, Einlagenzertifikate und sonstige Schuldtitel und, im allgemeineren Sinn, Wertpapiere und Finanztitel erwerben, die von einer Körperschaft der öffentlichen Hand oder einem Privatunternehmen ausgegeben werden. Sie kann sich an der Schaffung, Entwicklung, Verwaltung und Kontrolle anderer Gesellschaften oder Unternehmen beteiligen. Darüber hinaus kann sie in den Erwerb und die Verwaltung eines Portfolios von Patenten oder sonstigen Rechten des geistigen Eigentums jeglicher Art oder jeglichen Ursprungs investieren.

5.2 Die Gesellschaft kann auf beliebige Art Darlehen aufnehmen, wobei Börsengänge ausgenommen sind. Sie kann ausschließlich im Rahmen einer Privatplatzierung festverzinsliche Wertpapiere, Anleihen und sonstige jegliche Art von Schuld- und Dividendenpapieren ausgeben. Sie kann Gelder, insbesondere die Erlöse aus Darlehen, an ihre Tochtergesellschaften, verbundenen Unternehmen und sonstige Unternehmen verleihen. Die Gesellschaft kann Garantien und Bürgschaften für Dritte zur Absicherung von deren Verpflichtungen und denen von Unternehmen leisten, an denen die Gesellschaft mittelbar oder unmittelbar beteiligt ist oder in die sie investiert hat, sowie an Unternehmen, die zum gleichen Konzern wie die Gesellschaft gehören, und sie kann solchen Unternehmen jegliche Art von Unterstützung wie unter anderem bei Management und Entwicklung solcher Unternehmen und von deren Portfolio, finanzielle Unterstützung, Darlehen, Vorschüsse oder Bürgschaften, bieten. Sie kann all ihre oder Teile ihrer Vermögenswerte verpfänden, übertragen, belasten oder anderweitig mit Sicherheiten belegen. Vorsorglich sei darauf hingewiesen, dass die Gesellschaft ohne die erforderliche Befugnis keine Aktivitäten im Finanzsektor tätigen darf, die aufsichtbehördlich geregelt sind.

5.3 Zweck der Gesellschaft ist auch die Durchführung aller Transaktionen, die mittelbar oder unmittelbar mit Verwaltung, Management, Kontrolle und Entwicklung ihrer Beteiligung an Tochterfirmen (einschl. des Betreibers) zusammenhängen, und insbesondere die mittelbare oder unmittelbare Umsetzung eines Gemeinschaftsprojekts mit seismischen Untersuchungen, geologischem Aufschluss, Einschätzung, Erschließung, Förderung, Zurverfügungstellung, Kauf und Verkauf von Kohlenwasserstoffen aus dem unterirdischen Gebiet von Anisinsko-Novosibirskiy auf dem Boden der Laptevsee, sowie alle Marketingaktivitäten im Zusammenhang mit den dort geförderten Kohlenwasserstoffen („Projekt“).

5.4 Zur Förderung der Umsetzung des Projekts

(1) kann die Gesellschaft ihre Mittel zur Errichtung, zur Führung, zur Entwicklung und zur Verfügung über ihre jeweils bestehenden Vermögenswerte, zum Erwerb, zur Investition in und zur Verfügung über alle Arten von dinglichem und ideellem, beweglichem oder unbeweglichem Besitzgut verwenden, und zwar einschließlich für ihr Aktienportfolio (zur Klarstellung: auch Obligationen) jeglichen Ursprungs, zur Teilnahme an der Gründung, Akquisition, Entwicklung und Kontrolle jeglicher Unternehmen, zum Erwerb von Wertpapieren auf dem Weg der Beteiligung, Zeichnung, Übernahme oder Option und zu deren Flüssigmachung durch Verkauf, Übertragung, Tausch oder anderweitig,

(2) kann die Gesellschaft auf eigene Rechnung Liegenschaften im Grossherzogtum oder im Ausland kaufen und verkaufen und kann damit zusammenhängende Aktivitäten durchführen, wie das mittelbare oder unmittelbare Halten von Beteiligungen an Luxemburgischen oder ausländischen Unternehmen, Investitionsinstrumenten jeglicher Art (einschl. Teilhaberschaft mit beschränkter Haftung oder ähnliche Strukturen), deren Hauptzweck mittelbare oder unmittelbare(r) Erwerb, Erschließung, Verkaufsförderung, Verkauf, Management und/oder Leasing von Liegenschaften ist,

(3) kann die Gesellschaft kommerzielle, industrielle, finanzielle, personelle und Liegenschaftstätigkeiten betreiben, die mittelbar oder unmittelbar mit dem Zweck der Gesellschaft verbunden sind oder dessen Entwicklung begünstigen können.

Art. 6. Die Gesellschaft wird für unbegrenzte Dauer begründet.

Titel II. - Kapital - Anteile - Kapitalüberschuss - Rücklagen

Art. 7.

7.1 Das Stammkapital der Gesellschaft ist auf dreissigtausenddreihundert U.S. Dollar (USD 30.300) festgelegt, die sich wie folgt aufteilen:

(1) dreissigtausend (30.000) Stammanteile; und

(2) dreihundert (300) Vorzugsstammanteile A,

mit einem Wert von je einem U.S. Dollar (USD 1), die alle gezeichnet und voll eingezahlt sind.

7.2 In Bezug auf die Gesellschaft sind die Anteile unteilbar, und es ist nur ein Eigner pro Anteil zulässig. Gemeinsame Eigner müssen einen einzigen Stellvertreter gegenüber der Gesellschaft ernennen.

7.3 Ein Betrag von fünf (5%) des jährlichen Gewinns der Gesellschaft ist der vorgeschriebenen Rücklage der Gesellschaft zuzuführen, bis diese Rücklage zehn Prozent (10%) des Stammkapitals der Gesellschaft ausmacht.

7.4 Entsprechend den Bestimmungen der Vereinbarung ist der restliche Gewinn der Gesellschaft (nach Abzug des (ggf.) gesetzlichen Rücklagebetrages), wie folgt an die Anteilseigner auszuschütten, und zwar mindestens jeden 31. März, 30. Juni, 30. September und 31. Dezember jeden Kalenderjahres:

(a) die Gesellschaft zahlt eine Dividende für Vorzugsstammanteile A und

(b) vorausgesetzt, dass die gesamte Dividende für Vorzugsstammanteile A gezahlt ist, zahlt die Gesellschaft den Restbetrag, falls vorhanden, als Dividende auf Stammanteile.

7.5 Vom Datum der Ausgabe solcher Vorzugsstammanteile ab läuft auf jedem Vorzugsstammanteil A täglich eine kumulative Dividende auf, die dem Produkt aus Folgendem entspricht:

(a) Der Summe:

(A) vom Nennwert eines solchen Vorzugsstammanteils;

(B) vom Durchschnittsbetrag des Kapitalüberschusses auf während dieses Zeitraums ausstehenden Vorzugsstammanteilen; und

(C) vom Betrag der aufgelaufenen, aber nicht ausgeschütteten Dividende auf diese Vorzugsstammanteile;

(b) dem Dividendensatz; und

(c) der Anzahl der in dem Zeitraum abgelaufenen Kalendertage, geteilt durch dreihundertfünfundsechzig (365).

7.6 Für die Zwecke von Artikel 7.3 bis 7.5 gelten alle Vorzugsstammanteile als Stammanteile, sobald der für die betreffende Vorzugsstammanteileart zum Kapitalüberschuss beigetragene Betrag sowie die aufgelaufene, aber nicht ausgeschüttete Dividende auf diese Vorzugsstammanteile an die Anteilseigner zurückgezahlt ist.

7.7 In den Konten verbleibende Bargeldüberschüsse sind entsprechend den Prinzipien, Richtlinien und Verfahren der Gesellschaft betreffend Bankgeschäften, die durch Außerordentlichen Beschluss der Geschäftsführung von Zeit zu Zeit beschlossen und geändert werden können, zu investieren.

7.8 Entsprechend den geltenden Gesetzen und der Vereinbarung kann die Hauptversammlung beschließen, Zwischendividenden auszuschütten.

7.9 Das ausgegebene Stammkapital der Gesellschaft kann jederzeit entsprechend einem Außerordentlichen Beschluss der Anteilseigner erhöht oder reduziert werden.

7.10 Sofern in der Vereinbarung vorgeschrieben, haben die Anteilseigner zusätzlich Bargeld als Kapitalüberschuss zuzuschießen (ausgenommen Stammkapital, das in Verbindung mit der Einführung neuer, von allen Anteilseignern genehmigten Anteilskategorien notwendig wird). Wenn nicht von allen Anteilseignern anderweitig beschlossen, wird jeder von einem Anteilseigner erbrachte Beitrag zum Kapitalüberschuss entweder den Stammanteilen oder einer bestimmten Kategorie von Vorzugsstammanteilen zugeschlagen, die der betreffende Anteilseigner hält, und diese berechtigen diesen

Anteilseigner dann zum Empfang der entsprechenden, solchen Stammanteilen oder einer bestimmten Kategorie von Vorzugsstammanteile zuordenbaren Zahlungen, falls anwendbar.

7.11 Ein von den Anteilseignern zu den Stammanteilen zugeschossener Kapitalüberschuss ist an die Anteilseigner proportional zu den Stammanteilen zurückzuzahlen, und von einem Anteilseigner zu den Vorzugsstammanteilen zugeschossener Kapitalüberschuss wird entsprechend den Bestimmungen der Vereinbarung nur an den Anteilseigner zurückgezahlt, der solche Vorzugsstammanteile hält.

7.12 Von der Gesellschaft eingenommene Mittel sind für die Prioritäten zu verwenden, die in der Vereinbarung festgelegt sind.

Art. 8.

8.1 Solange die Gesellschaft mehrere Anteilseigner hat, muss die Übertragung von Anteilen inter vivos an Dritte durch Beschluss der Hauptversammlung genehmigt werden.

8.2 Unter Vorbehalt der erlaubten Übertragungen gemäß Artikel 8 dürfen Anteilseigner ihre Anteile ganz oder teilweise nur mit der vorherigen schriftlichen Zustimmung der anderen Anteilseigner abtreten, übertragen oder anderweitig über diese verfügen (und dürfen dies auch nicht versuchen).

8.3 Nach Artikel 8.1 kann Anteilseigner Rosneft jederzeit alle (und nicht nur einzelne) seiner Anteile auf jede mittelbar oder unmittelbar 100%ige Tochtergesellschaft von Rosneft übertragen, und Anteilseigner ExxonMobil kann jederzeit alle (und nicht nur einzelne) seiner Anteile auf jede mittelbar oder unmittelbar 100%ige Tochtergesellschaft von ExxonMobil übertragen.

8.4 Hat ein Anteilseigner einem anderen Anteilseigner nach Artikel 8.2 seine schriftliche Zustimmung zu Abtretung, Übertragung oder anderweitiger Verfügung über dessen Anteile gewährt, kann dieser Anteilseigner alle oder einige seiner Anteile wie folgt abtreten, übertragen oder anderweitig über diese verfügen; vorausgesetzt, die folgenden Bedingungen sind erfüllt:

(1) als Ergebnis einer solchen Übertragung muss jeder übertragende Anteilseigner und der Empfänger Anteile an der Gesellschaft in Höhe von mindestens zehn Prozent (10%) haben,

(2) dem nicht übertragenden Anteilseigner wird eine Option auf Ausübung des Vorkaufsrechts für die nach diesem Artikel 8.4 abzutretenden, zu übertragenden oder anderweitig zu verfügenden Anteile gewährt:

(a) wenn die Verhandlungen über die endgültigen Geschäftsbedingungen der entsprechenden Übertragung abgeschlossen sind, hat der übertragende Anteilseigner diese endgültigen Geschäftsbedingungen, soweit sie für den Erwerb der Anteile (und, falls zutreffend, für die Bestimmung des Barwertes der Anteile) relevant sind, dem anderen Anteilseigner in einer Benachrichtigung mitzuteilen, der eine Kopie aller Dokumente oder relevanten Teile von solchen beigefügt ist, aus denen diese Geschäftsbedingungen hervorgehen. Der andere Anteilseigner hat dann das Recht, die zu übertragenden Anteile zu den in diesem Artikel 8.4(2)(a) beschriebenen Geschäftsbedingungen zu erwerben, sofern der andere Anteilseigner innerhalb von dreißig (30) Tagen ab der entsprechenden Benachrichtigung dem übertragenden Anteilseigner eine Gegenmitteilung dahingehend macht, dass er diese Geschäftsbedingungen ohne Vorbehalte oder Bedingungen (nach Artikel 8.4(2)(c) und 8.4(2)(d), falls zutreffend) annimmt. Macht der nicht übertragende Anteilseigner keine solche Gegenmitteilung, kann der übertragende Anteilseigner alle oder einen Teil seiner Anteile abtreten, übertragen oder anderweitig nach den Bedingungen dieses Artikel 8.4 über diese zu Geschäftsbedingungen verfügen, die nicht günstiger für den beabsichtigten Empfänger sind als die in der Benachrichtigung an den nicht übertragenden Anteilseigner enthaltenen; vorausgesetzt, dass die Übertragung innerhalb von einhundertachtzig (180) Tagen vom Datum der Benachrichtigung an plus einer zusätzlichen Zeitspanne, die gegebenenfalls zum Erhalt behördlicher Genehmigungen notwendig ist, abgeschlossen wird. Der nicht übertragende Anteilseigner hat nach diesem Artikel 8.4(2) nicht das Recht, andere Vermögenswerte als die Anteile zu erwerben, und von diesem Anteilseigner darf auch nicht verlangt werden, andere Vermögenswerte als die Anteile zu erwerben, unabhängig davon ob andere Eigentumsgegenstände in der Übertragung eingeschlossen sind,

(b) Bei einer Barübertragung, in der keine anderen Vermögenswerte als Teil einer umfassenderen Transaktion enthalten sind, hat der nicht übertragende Anteilseigner das Recht, die zur Abtretung oder Übertragung beabsichtigten Anteile zu denselben endgültigen Geschäftsbedingungen zu erwerben, die mit dem beabsichtigten Empfänger ausgehandelt wurden. Bei einer Übertragung, bei der es sich nicht um eine Barübertragung handelt, oder in der andere Vermögenswerte als Teil einer umfassenderen Transaktion enthalten sind (Kopplungsgeschäft), hat der übertragende Anteilseigner in seiner Benachrichtigung an den nicht übertragenden Anteilseigner eine Aussage zum Barwert der zur Abtretung oder Übertragung beabsichtigten Anteile beizufügen, und der nicht übertragende Anteilseigner hat dann das Recht, die Anteile zu denselben endgültigen Geschäftsbedingungen zu erwerben, die mit dem beabsichtigten Empfänger ausgehandelt wurden; mit der Ausnahme dass er den Barwert in liquiden Mitteln beim Abschluss der Übertragung anstelle der in dem Drittangebot verlangten Summe zahlen muss, und die Geschäftsbedingungen des geltenden Dokuments dann bei Bedarf so abzuändern sind, dass der Barerwerb der Anteile daraus ersichtlich wird. Im Fall eines Kopplungsgeschäfts kann der nicht übertragende Anteilseigner die Anteile entsprechend dem beabsichtigten Kopplungsgeschäft anstelle des oder bis zum Abschluss des umfassenderen Geschäfts (modifiziert durch Ausschluss der Gegenstände, die Vorkaufsrechten unterliegen oder die aus anderen Gründen ausgeschlossen werden) mit dem Empfänger des Kopplungsgeschäfts erwerben. Endet das Kopplungsgeschäft aus irgendeinem Grund ohne Abschluss, endet auch das Recht des anderen Anteilseigners, die Anteile entsprechend dem beabsichtigten Kopplungsgeschäft zu erwerben,

(c) zu Zwecken von Artikel 8.4(2)(b) gilt der vom übertragenden Anteilseigner in seiner Benachrichtigung vorgeschlagene Barwert als korrekt; es sei denn, es handelt sich bei dem nicht übertragenden Anteilseigner um einen protestierenden Anteilseigner und dieser benachrichtigt den übertragenden Anteilseigner innerhalb von zehn (10) Tagen ab Erhalt seiner Benachrichtigung davon, dass er der Festsetzung des Barwerts nicht zustimmt und den Barwert angibt, der nach Meinung des nicht übertragenden Anteilseigners korrekt ist und hilfreiche Informationen zur Unterstützung beifügt. In diesem Fall haben der übertragende Anteilseigner und der protestierende Anteilseigner fünfzehn (15) Tage zum Aushandeln einer Einigung über den geltenden Barwert. Ist am Ende einer solchen Periode von fünfzehn (15) Tagen keine Einigung erreicht, hat entweder der Übertragende oder der protestierende Anteilseigner das Recht, die Angelegenheit zur Bestimmung des Barwerts an einen unabhängigen Gutachter zu verweisen, wie in Artikel 8.5 bis 8.8 vorgesehen,

(d) wird die Bestimmung des Barwerts an einen unabhängigen Gutachter verwiesen, und liegt der vom übertragenden Anteilseigner eingereichte Wert höchstens fünf Prozent (5%) über dem vom unabhängigen Gutachter ermittelten Barwert, ist der vom übertragenden Anteilseigner eingereichte Wert als Barwert zu verwenden, und der protestierende Anteilseigner muss alle Kosten für den Gutachter zahlen. Liegt der vom übertragenden Anteilseigner eingereichte Wert mehr als fünf Prozent (5%) über dem vom unabhängigen Gutachter ermittelten Barwert, wird der Wert des unabhängigen Gutachters als Barwert verwendet, und der übertragende Anteilseigner muss alle Kosten für den Gutachter zahlen. Da nach Artikel 8.5 bis 8.8 der Wert des unabhängigen Gutachters endgültig und bindend ist, ist der dergestalt ermittelte Barwert für die Anteilseigner endgültig und bindend, und

(e) ist der Barwert nach 8.4(2)(d) und Artikel 8.4(2)(b) ermittelt, ist der übertragende Anteilseigner zum Verkauf verpflichtet, und der andere Anteilseigner, der seine Absicht mitgeteilt hat, die Anteile des übertragenden Anteilseigners nach Artikel 8.4(2)(a) zu erwerben, ist verpflichtet, die Anteile zum besagten Wert zu kaufen.

8.5 Für Entscheidungen, die nach Artikel 8.4(2) an einen Gutachter verwiesen werden, vereinbaren die Anteilseigner hiermit, dass eine solche Entscheidung baldmöglichst durch einen einstimmig bestimmten Gutachter durchzuführen ist. Der Gutachter ist kein Schlichter in diesem Streit und übt keine schiedsrichterliche Funktion aus.

8.6 Ein Anteilseigner, der eine gutachterliche Bestimmung wünscht, teilt diesen Wunsch den Anteilseignern schriftlich mit. Können sich die Anteilseigner nicht innerhalb von zehn (10) Tagen nach Erhalt der Mitteilung bezüglich des Wunsches nach einer gutachterlichen Bestimmung auf einen Gutachter einigen, benennt auf Wunsch von einer der Streitparteien das International Centre for Expertise of the International Chamber of Commerce (ICC) einen solchen Gutachter und verwaltet eine solche gutachterliche Bestimmung nach den ICC Rules for Expertise.

8.7 Nach seiner Ernennung darf der Gutachter nicht einseitig mit einem der Anteilseigner über die gutachterliche Bestimmung oder den zugrunde liegenden Streit kommunizieren. Die Anteilseigner verpflichten sich, bei der schnellstmöglichen Durchführung einer solchen gutachterlichen Bestimmung voll zu kooperieren und dem Gutachter Zugang zu allen Einrichtungen, Büchern, Aufzeichnungen, Unterlagen, Informationen und Mitarbeitern zu gewähren, die dazu notwendig sind, schnellstmöglich eine voll informierte Entscheidung zu treffen.

8.8 Vor Bekanntgabe seiner endgültigen Entscheidung verfasst der Gutachter einen Berichtsentwurf und erlaubt den Anteilseignern Kommentare dazu abzugeben. Der Gutachter soll versuchen, seine Entscheidung oder die Beilegung des Streits innerhalb von dreißig (30) Tagen (aber nicht mehr als sechzig (60) Tagen) ab seiner Ernennung herbeizuführen, wobei Umstände berücksichtigt werden, die eine rasche Bestimmung oder Beilegung der Streitsache erfordern. Gemäss den Bestimmungen der Vereinbarung ist die Entscheidung des Gutachters endgültig und bindend für die Streitparteien.

Art. 9. Tod, Aufhebung von Bürgerrechten, Bankrott oder Insolvenz von Anteilseignern hat keine Auflösung der Gesellschaft zur Folge.

Titel III. - Management

Art. 10.

10.1 Die Gesellschaft wird von der Geschäftsführung in Übereinstimmung mit dem Companies Act, diesen Artikeln und der Vereinbarung verwaltet. Die Gesellschaft wird von den Anteilseignern und der Geschäftsführung geleitet. Die Anteilseigner und die Geschäftsführung besitzen die Befugnisse, die in der Satzung festgelegt oder anderweitig durch geltendes Recht oder die Vereinbarung festgelegt sind. Das Beschlussfassungsforum für die Anteilseigner ist die Hauptversammlung, soweit in der Vereinbarung oder in diesen Artikeln keine anderslautenden Angaben gemacht sind. Das Beschlussfassungsforum für die Geschäftsführung ist die Sitzung der Geschäftsführung, soweit in der Vereinbarung oder in diesen Artikeln keine anderslautenden Angaben bestehen. Alle Befugnisse, die nicht ausdrücklich von Gesetzes wegen, durch die Satzung und/oder die Vereinbarung der Hauptversammlung vorbehalten sind, fallen unter die Befugnisse der Geschäftsführung.

Hauptversammlung

10.2 Eine Hauptversammlung ist nach der Satzung jährlich mindestens einmal einzuberufen, und alle anderen Hauptversammlungen können zu den Zeiten einberufen werden, die laut Satzung zulässig oder vorgeschrieben sind.

10.3 Alle Hauptversammlungen sind im Großherzogtum Luxemburg abzuhalten; es sei denn, alle Anteilseigner einigen sich auf einen anderen Ort; vorausgesetzt jedoch, dass die Hauptversammlung zur Genehmigung (i) des Jahresbudgets, (ii) des Jahresabschlusses der Gesellschaft und (iii) Aufteilung des realisierten Einkommens zwischen der Gesellschaft und Finanzierungsfiliale stets in Luxemburg stattfindet. Jeder Anteilseigner kann via Telekonferenz an jeder Hauptversammlung teilnehmen, mit Ausnahme der Hauptversammlung zur Genehmigung (i) des Jahresbudgets, (ii) des Jahresabschlusses der

Gesellschaft und (iii) Aufteilung des realisierten Einkommens zwischen der Gesellschaft und der Finanzierungsfiliale. Eine solche Telekonferenz ist von Luxemburg aus zu initiieren und sollte die Identifizierung und Teilnahme aller an der Hauptversammlung teilnehmenden Anteilseigner ermöglichen. Die Teilnahme eines Anteilseigners an einer Hauptversammlung via Telekonferenz gilt als persönliche Teilnahme an dieser Hauptversammlung, und die Hauptversammlung gilt als am eingetragenen Sitz der Gesellschaft abgehalten.

10.4 Alle Hauptversammlungen sind durch eine Mitteilung vom Vorsitzenden der Geschäftsführung einzuberufen. Eine solche Mitteilung hat an alle Anteilseigner an ihrer bei der Gesellschaft zur Entgegennahme von Mitteilungen bekanntgegebene Adresse zu ergehen, und zwar mindestens dreißig (30) Tage vor dem vorgeschlagenen Datum einer solchen Hauptversammlung, unter Angabe von Datum, Uhrzeit und Ort der Sitzung. Die Mitteilung hat außerdem Folgendes zu enthalten:

- (a) eine Liste der bei der Versammlung zu besprechenden Tagesordnungspunkte und
- (b) zu jedem Tagesordnungspunkt einen Hinweis darauf, ob ein Beschluss zur Annahme vorgelegt wird oder eine sonstige Abstimmung stattfindet.

Gleichzeitig mit der Mitteilung zu einer solchen Hauptversammlung haben alle Unterlagen, die zu den bei der Versammlung zu erwägenden Angelegenheiten relevant sind, zu zirkulieren. In einer Hauptversammlung, die nicht nach den Mitteilungsanforderungen in diesem Artikel 10.4 einberufen wurde, gefasste Anteilseignerbeschlüsse sind null und nichtig, wenn sie nicht im Nachhinein von allen Anteilseignern ratifiziert werden. Der Klarheit halber wird angemerkt, dass auf Mitteilungsanforderungen aus diesem Artikel 10.4 durch einstimmigen Beschluss der Anteilseigner verzichtet werden kann.

10.5 Die für Hauptversammlungen erforderliche Beschlussfähigkeit ist gegeben, wenn die Anteilseigner anwesend (persönlich oder via Telekonferenz) oder durch Abstimmungsvollmacht vertreten sind, die eine Mehrheit des Stammkapitals der Gesellschaft vertreten; vorausgesetzt jedoch, dass - wenn bei einer ordnungsgemäß einberufenen und pünktlich stattfindenden Hauptversammlung wegen der Abwesenheit eines Vertreters von Anteilseigner Rosneft oder Anteilseigner ExxonMobil keine Beschlussfähigkeit besteht - eine solche Hauptversammlung durch Einschreibebrief erneut einberufen wird und fünf (5) Geschäftstage nach dem Datum der Vertagung abgehalten wird (es sei denn, alle Anteilseigner einigen sich auf einen anderen Termin). Kommt bei einer vertagten, ordnungsgemäß einberufenen Hauptversammlung keine Beschlussfähigkeit zusammen, so gilt dies als Pattsituation (Deadlock Event) und wird in Übereinstimmung mit den Bedingungen der Vereinbarung gehandhabt.

10.6 Die Abstimmung zu Anteilseignerbeschlüssen findet wie folgt statt:

- (a) bis zum Ende der Unterstützungsperiode für vereinbarte Aufschlussprojektunkosten sind alle Beschlüsse der Anteilseigner als Außerordentlicher Beschluss der Anteilseigner zu fassen, und
- (b) nach dem Ende der Unterstützungsperiode für vereinbarte Aufschlussprojektunkosten sind nur Außerordentliche Angelegenheiten der Anteilseigner als Außerordentliche Beschlüsse der Anteilseigner zu fassen, und alle anderen Beschlüsse sind als Ordentliche Beschlüsse der Anteilseigner zu fassen.

10.7 Der Vorsitzende der Geschäftsführung hat bei jeder Hauptversammlung alle Vorschläge, über die abgestimmt wurde, sowie die Ergebnisse zu protokollieren. Jeder Anteilseigner oder sein Vertreter hat am Ende der Hauptversammlung das Protokoll zu unterschreiben und eine Kopie davon zu erhalten; dieses Protokoll gilt als endgültiges Protokoll der Beschlüsse der Anteilseigner bei dieser Hauptversammlung.

10.8 Beschlüsse der Anteilseigner können auch ohne eine Hauptversammlung durch Eintrag in das Journal der Gesellschaft gefasst und von den zur Abstimmung darüber berechtigten Anteilseignern unterzeichnet werden.

Geschäftsführung

10.9 Die Geschäftsführung besteht aus fünf (5) Personen (jeder ein „Geschäftsführer“), die alle von den Anteilseignern gemäß diesem Artikel 10.9 zu ernennen sind. Anteilseigner Rosneft hat das Recht, von Zeit zu Zeit die Ernennung von drei (3) Personen zum Geschäftsführer (alles „Klasse A Geschäftsführer“) vorzuschlagen, und Anteilseigner ExxonMobil hat das Recht, von Zeit zu Zeit die Ernennung von zwei (2) Personen zum Geschäftsführer (alles „Klasse B Geschäftsführer“) vorzuschlagen.

10.10 Jeder Anteilseigner hat das Recht, jederzeit die (i) Enthebung eines Geschäftsführers, der auf Vorschlag dieses Anteilseigners benannt wurde und (ii) Ernennung einer Person zur Besetzung einer ihr zugeteilten Geschäftsführer Positionen vorzuschlagen, wenn bei einer solchen Position eine freie Stelle entsteht (d.h., durch Tod, Rücktritt oder Enthebung eines der Geschäftsführer). Jeder Vorschlag zur Ernennung oder Enthebung eines Geschäftsführers ist nach vorheriger schriftlicher Benachrichtigung der anderen Anteilseigner zu machen.

10.11 Änderungen in der Anzahl oder Umverteilung der Geschäftsführer Positionen ist durch einen Außerordentlichen Beschluss der Anteilseigner zu genehmigen.

10.12 Ein Geschäftsführer ist von der Geschäftsführung als Vorsitzender der Geschäftsführung auf Vorschlag der Klasse A Geschäftsführer zu ernennen.

10.13 Die Befugnisse des Vorsitzenden der Geschäftsführung werden diesem von der Geschäftsführung übertragen.

10.14 Die Geschäftsführung tritt mindestens halbjährlich sowie dann zusammen, wenn der Vorsitzende der Geschäftsführung oder ein Geschäftsführer es fordert. Alle Sitzungen der Geschäftsführung sind im Grossherzogtum Luxemburg abzuhalten; es sei denn, alle Geschäftsführer einigen sich auf einen anderen Ort.

10.15 Jeder Geschäftsführer kann an einer Sitzung der Geschäftsführung handeln, indem er schriftlich, durch Fax oder E-Mail einen anderen Geschäftsführer als seinen Bevollmächtigten bestimmt. Falls vorhanden, bleiben Vollmachten dem Protokoll der entsprechenden Sitzung beigelegt. Jeder Geschäftsführer kann an einer Sitzung der Geschäftsführung auch via Telekonferenz teilnehmen, wodurch alle an der Sitzung teilnehmenden Geschäftsführer identifizierbar sind und mitberaten können. Die Teilnahme eines Geschäftsführers an einer Sitzung via Telekonferenz gilt als persönliche Teilnahme an der betreffenden Sitzung, und die Sitzung gilt dann als am eingetragenen Sitz der Gesellschaft gehalten. Die Beschlüsse der Geschäftsführung werden in Protokollen aufgezeichnet, die am eingetragenen Sitz der Gesellschaft aufbewahrt und von den teilnehmenden Geschäftsführern unterzeichnet werden.

10.16 Alle Sitzungen der Geschäftsführung sind durch eine Mitteilung vom Vorsitzenden der Geschäftsführung einzu-berufen. Eine solche Mitteilung hat an alle Geschäftsführer an ihrer bei der Gesellschaft zur Entgegennahme von Mitteilungen bekannt gegebene Adresse zu ergehen, und zwar mindestens dreißig (30) Tage vor dem vorgeschlagenen Datum einer solchen Sitzung, unter Angabe von Datum, Uhrzeit und Ort der Sitzung. Die Mitteilung hat außerdem Folgendes zu enthalten:

- (a) eine Liste der bei der Versammlung zu besprechenden Tagesordnungspunkte und
- (b) zu jedem Tagesordnungspunkt einen Hinweis darauf, ob ein Beschluss zur Annahme vorgelegt wird oder eine sonstige Abstimmung stattfindet.

Gleichzeitig mit der Mitteilung zu einer solchen Sitzung haben alle Unterlagen, die zu den bei der Sitzung zu erwägenden Angelegenheiten relevant sind, zu zirkulieren. Bei einer Sitzung der Geschäftsführung, die nicht nach den Mitteilungsanforderungen in diesem Artikel 10.16 einberufen wurde, gefasste Beschlüsse sind null und nichtig, wenn sie nicht im Nachhinein von allen Geschäftsführern ratifiziert werden. Der Klarheit halber wird angemerkt, dass auf Mitteilungsanforderungen aus diesem Artikel 10.16 durch einstimmigen Beschluss der Geschäftsführer verzichtet werden kann.

10.17 Die für Sitzungen der Geschäftsführung erforderliche Beschlussfähigkeit ist gegeben, wenn zum Zweck Außerordentlicher Angelegenheiten der Geschäftsführung eine Mehrheit der Geschäftsführer anwesend (persönlich oder via Telekonferenz) oder durch Abstimmungsvollmacht vertreten ist; darunter muss mindestens ein (1) Klasse B Geschäftsführer sein. Wenn bei einer ordnungsgemäß einberufenen und pünktlich stattfindenden Sitzung der Geschäftsführung, deren Tagungsordnung eine Außerordentliche Angelegenheit der Geschäftsführung enthält, wegen des Fehlens eines Klasse A Geschäftsführers oder eines Klasse B Geschäftsführers keine Beschlussfähigkeit besteht, dann ist eine solche Sitzung der Geschäftsführung zu vertagen und fünf (5) Geschäftstage nach dem Datum einer solchen Vertagung (es sei denn, mindestens ein (1) Klasse A Geschäftsführer und mindestens ein (1) Klasse B Geschäftsführer einigen sich auf ein anderes Datum) abzuhalten, und wenn die Geschäftsführung bei einer solchen vertagten, vorschriftsmäßig einberufenen Sitzung der Geschäftsführung keine Beschlussfähigkeit erreicht, ist dies als eine Pattsituation (Deadlock Event) (wie dieser Begriff in der Vereinbarung definiert ist) zu betrachten und von einem Geschäftsführer an die Hauptversammlung der Anteilseigner zu verweisen.

10.18 Die für Sitzungen der Geschäftsführung erforderliche Beschlussfähigkeit, deren Tagungsordnung keine Außerordentliche Angelegenheit der Geschäftsführung enthält, ist gegeben, wenn die Mehrheit der Geschäftsführer anwesend (persönlich oder via Telekonferenz) oder durch Abstimmungsvollmacht vertreten ist; darunter muss mindestens ein (1) Klasse B Geschäftsführer sein. Wenn bei einer ordnungsgemäß einberufenen und pünktlich stattfindenden Sitzung der Geschäftsführung, deren Tagesordnung keine Außerordentliche Angelegenheit der Geschäftsführung enthält, wegen des Fehlens eines Klasse A Geschäftsführers oder eines Klasse B Geschäftsführers keine Beschlussfähigkeit besteht, dann ist eine solche Sitzung der Geschäftsführung zu vertagen und fünf (5) Geschäftstage nach dem Datum der Vertagung zu halten, und eine solche vertagte Sitzung der Geschäftsführung ist dann beschlussfähig, wenn eine einfache Mehrheit der Geschäftsführer anwesend (persönlich oder via Telekonferenz) oder durch Abstimmungsvollmacht vertreten ist.

10.19 Ungeachtet Artikel 10.17 und 10.18 oben, wenn die Tagesordnung einer Sitzung der Geschäftsführung mehr als einen Punkt enthält, von denen einige Außerordentliche Angelegenheiten der Geschäftsführung sind und andere nicht, und diese Sitzung nach Artikel 10.17 oder 10.18 oben wieder einberufen worden ist, dann ist die Beschlussfähigkeit jeder so wieder einberufenen Sitzung der Geschäftsführung für jeden Tagesordnungspunkt nach Artikel 10.17 bzw. 10.18 oben separat festzustellen.

10.20 Die Abstimmung von Geschäftsführern findet wie folgt statt:

(a) Ungeachtet gegenteiliger Bestimmungen in der Satzung sind bis zum Ende der Unterstützungsperiode für vereinbarte Aufschlussprojektunkosten alle Beschlüsse der Geschäftsführung als Außerordentlicher Beschluss der Geschäftsführung zu fassen, und

(b) während des Zeitraums vom Ende der Unterstützungsperiode für vereinbarte Aufschlussprojektunkosten bis zum Beginn der kommerziellen Förderung sind Beschlüsse der Geschäftsführung zu Außerordentlichen Angelegenheiten der Geschäftsführung durch Außerordentliche Beschlüsse der Geschäftsführung zu fassen, und Beschlüsse zu allen anderen Angelegenheiten erfordern einen Ordentlichen Beschluss der Geschäftsführung, und

(c) nach Beginn der kommerziellen Förderung erfordern Beschlüsse der Geschäftsführung zu Außerordentlichen Angelegenheiten der Geschäftsführung einen Außerordentlichen Beschluss der Geschäftsführung, und Beschlüsse zu allen anderen Angelegenheiten erfordern einen Ordentlichen Beschluss der Geschäftsführung.

10.21 Anstelle einer Sitzung kann jeder Geschäftsführer bei der Geschäftsführung einen Vorschlag zur Abstimmung durch Zirkulation einreichen. Der vorschlagende Geschäftsführer hat den Vorsitzenden der Geschäftsführung zu be-

nachrichtigen, der jeden Geschäftsführer benachrichtigt und den so eingereichten Vorschlag beschreibt und bekannt gibt ob der Vorsitzende der Geschäftsführung der Meinung ist, dass die betriebliche Angelegenheit eine dringende Entscheidung erfordert. Der Vorsitzende der Geschäftsführung hat mit dieser Mitteilung ausreichende Dokumentation in Verbindung mit einem solchen Vorschlag zu versenden, so dass die Geschäftsführer einen Beschluss fassen können. Jeder Geschäftsführer kommuniziert dann seine Meinung schriftlich an den Vorsitzenden der Geschäftsführung und die anderen Geschäftsführer, und zwar innerhalb einer der folgenden angemessenen Zeiträume ab Erhalt der Mitteilung von einem solchen Geschäftsführer:

(a) achtundvierzig Stunden (48) im Falle dringender Angelegenheiten, wie ausreichend gerechtfertigt durch die den Geschäftsführern zur Kenntnis gebrachten Umstände, und

(b) fünfzehn (15) Tage für alle anderen Vorschläge.

10.22 Ausgenommen im Falle von Artikel 10.21(a) kann jeder Geschäftsführer durch eine innerhalb von fünf (5) Tagen ab Erhalt der Mitteilung des Vorsitzenden der Geschäftsführung an alle Geschäftsführer ergehende Mitteilung anfordern, dass der Vorschlag an einer Sitzung entschieden wird statt durch Zirkulation. In diesem Fall ist über den Vorschlag in einer ordnungsgemäß zu diesem Zweck einberufenen Sitzung zu entscheiden.

10.23 Von jedem Geschäftsführer, der seine Meinung nicht rechtzeitig mitteilt, wird eine Gegenstimme registriert.

10.24 Wenn keine Sitzung gewünscht wird, dann sendet der Vorsitzende der Geschäftsführung nach Ablauf der vereinbarten Zeit jedem Geschäftsführer eine Bestätigung mit Aufstellung und Ergebnis der Abstimmung. Beschlüsse der Geschäftsführung außerhalb einer Sitzung bedürfen der Zustimmung aller Geschäftsführer.

10.25 Zur Klarstellung sei festgestellt, dass auf die Anforderungen zu schriftlichen Beschlüssen in Artikel 10.21 bis 10.24, mit Ausnahme der Anforderung dass alle Geschäftsführer außerhalb einer Sitzung gefassten Beschlüssen der Geschäftsführung zustimmen müssen, damit diese angenommen werden, durch einstimmigen Beschluss aller Geschäftsführer verzichtet werden kann.

10.26 Vereinbarungen oder sonstige bindende Urkunden zur Umsetzung von Beschlüssen der Anteilseigner oder der Geschäftsführung erfordern (i) kollektive Unterzeichnung durch wenigstens einen (1) Klasse A Geschäftsführer und wenigstens einen (1) Klasse B Geschäftsführer oder (ii) kollektive oder alleinige Unterzeichnung durch eine Person/Personen, der/denen diese Unterzeichnungsvollmacht speziell durch einen Außerordentlichen Beschluss der Geschäftsführung für solch eine Vereinbarung oder sonstige bindende Urkunde erteilt wurde; vorausgesetzt jedoch, dass (x) kein Geschäftsführer eine Vereinbarung oder Urkunde unterzeichnen darf, die nicht mit Beschlüssen der Anteilseigner, der Geschäftsführung oder Richtlinien der Gesellschaft übereinstimmt, und (y) zur Klarstellung sei angemerkt, dass keiner der Geschäftsführer befugt ist, im Namen der Gesellschaft Handlungen zu unternehmen oder Beschlüsse oder Vereinbarungen auf eine andere Weise auszuführen als hier in diesem Artikel 10.26 festgelegt.

Die Anteilseigner müssen die Satzung ändern, um die Unterschriftsberechtigungen der Geschäftsführer anzupassen, wenn dies nach der Vereinbarung erforderlich ist.

10.27 Jeder Geschäftsführer hat seine Aufgaben entsprechend den folgenden grundlegenden Geschäftsprinzipien auszuführen:

- (1) ethisch einwandfreies Verhalten und strenge Geschäftskontrolle,
- (2) unbeirrte Verpflichtung zur Betriebsintegrität,
- (3) disziplinierter, effizienter Kapitaleinsatz,
- (4) ständiger Fokus auf Kostenmanagement,
- (5) Verpflichtung zur Entwicklung von motiviertem, vielfältigem Personal von hoher Qualität und
- (6) Verpflichtung zur Führungsrolle in der Technologie.

Art. 11. Neben den sonstigen Außerordentlichen Angelegenheiten der Anteilseigner, die hier in Artikel 7 und Artikel 10 aufgeführt sind, sind die Außerordentlichen Angelegenheiten der Anteilseigner wie folgt:

- (1) Änderungen der Gründungsurkunden (Satzung, Geschäftsordnung) zur Errichtung der Gesellschaft, des Betreibers und von deren Niederlassungen, einschl. derer, die einen Bezug zum Geschäft der Gesellschaft haben,
- (2) Errichtung zusätzlicher Tochtergesellschaften oder Niederlassungen der Gesellschaft,
- (3) Ausgabe von Anteilen der Gesellschaft, einschließlich Ausgabe neuer Anteile oder einer neuen Klasse von Anteilen,
- (4) Änderung des Stammkapitals der Gesellschaft,
- (5) Liquidation, Fusion oder Verschmelzung der Gesellschaft,
- (6) Änderungen der Finanzierungsverpflichtungen der Anteilseigner,
- (7) Beschaffung von Fremdfinanzierung für das Projekt und alle diesbezüglichen wesentlichen Änderungen,
- (8) Beschlüsse zur Änderung oder Kündigung der Endgültigen Verträge (Final Agreements) (wie in der Vereinbarung definiert) an denen die Gesellschaft teilhat,
- (9) Genehmigung des Jahresbudgets (mit seinen Kapital- und operativen Komponenten),
- (10) Genehmigung der Änderungen des Jahresbudgets, die den Umfang wesentlich ändern oder Ausgaben von mehr als zehn Prozent (10 %) des jeweiligen Jahresbudgets betreffen,
- (11) Endgültige Investitionsentscheidung(en) für das Projekt,

(12) Genehmigung der Jahresabschlüsse der Gesellschaft und Ermächtigung zur Ausschüttung von Dividenden oder sonstigem Bargeld durch die Gesellschaft,

(13) Beschlüsse zur Übernahme von Geschäften durch die Gesellschaft, die außerhalb ihres in den Endgültigen Verträgen (Final Agreements) festgelegten Bereichs liegen,

(14) Beseitigung von Pattsituationen (wie in der Vereinbarung definiert), die bei einer Sitzung der Geschäftsführung aufgetreten sind,

(15) Bestimmung, dass es sich bei einer Entdeckung um einen kommerziellen Fund (Commercial Discovery) (wie in der Vereinbarung Vertrag definiert) handelt,

(16) Genehmigung des Erschließungsplans/der Erschließungspläne (Development Plan(s)) (wie in der Vereinbarung definiert) (einschließlich unter anderem die Wahl des Erschließungskonzepts, Kosten- und Zeitplanschätzungsgrundlagen);

(17) Ernennung und Enthebung der Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft,

(18) Genehmigung der endgültigen rechtlichen und steuerlichen Struktur der Marketingfirma (Marketing Company) (wie in der Vereinbarung definiert) und alle Änderungen am Bereich von deren Marketingaktivitäten;

(19) Modifizierung des Fundbereichs (Discovery Area) (wie in der Vereinbarung Vertrag definiert);

(20) Zustimmung zur Abtretung von Immaterialgüterrechten an den Informationen bezüglich der Unternehmung (Venture Information) an einen Anteilseigner oder den Betreiber (wie diese Begriffe in der Vereinbarung definiert sind, und nach Maßgabe ihrer Bestimmungen),

(21) Genehmigung der Akquisition von oder des Eingehens von Langzeit-Leasingvereinbarungen durch die Gesellschaft und/oder den Betreiber für Logistikgüter, die dem Anlieferort (Delivery Point) (wie dieser Begriff in der Vereinbarung definiert ist) nachgelagert sind (einschl. Tanker und sonstige Schiffe, Terminals und Pipelines), ausgenommen Charters und operatives Leasing von weniger als sechs (6) Monaten,

(22) Genehmigung: (i) der Einrichtung einer Finanzierungsfiliale, (ii) der Vorschriften für die Finanzierungsfiliale, (iii) der Ernennung von zwei Leitern für die Finanzierungsfiliale und (iv) des Standortes der Niederlassung der Finanzierungsfiliale,

(23) Sonstige Angelegenheiten, die gemäß der Gesetze des Grossherzogtums Luxemburg unter die Zuständigkeit der Hauptversammlung gehören.

Art. 12. Neben den sonstigen Außerordentlichen Angelegenheiten der Geschäftsführung, die in Artikel 10 aufgeführt sind, sind die Außerordentlichen Angelegenheiten der Geschäftsführung wie folgt:

(1) Genehmigung und Änderung Buchführungsprinzipien, -richtlinien und -verfahren der Gesellschaft und alle diesbezüglichen wesentlichen Änderungen,

(2) Genehmigung und Änderung von Strategien und Verfahren zur Unternehmensführung, Geschäftspraktiken und Betriebsrichtlinien der Gesellschaft,

(3) Genehmigung und Änderung der Bankgeschäftsprinzipien, -richtlinien und -verfahren der Gesellschaft einschließlich derjenigen, die sich auf das Eröffnen und Schließen von Bankkonten der Gesellschaft und alle diesbezüglichen wesentlichen Änderungen beziehen,

(4) Verfügung über Vermögenswerte im Eigentum der Gesellschaft mit einem Wert von über einer Million US-Dollar (US\$1.000.000) entsprechend der Bilanz der Gesellschaft,

(5) Genehmigung des Kohlenwasserstoffvermarktungs-Jahresplans bezüglich der Kohlenwasserstoffe wie in der Vereinbarung detaillierter beschrieben;

(6) Eingehen von, Änderung oder Kündigung von durch die Gesellschaft eingegangenen Transaktionen (ausgenommen Kohlenwasserstoffverkäufe) (i) bezüglich der Vereinbarungen, an denen entweder Rosneft, ExxonMobil oder deren entsprechende verbundene Unternehmen beteiligt sind, die einen Wert von einer Million US-Dollar (US\$ 1.000.000) übersteigen, (ii) bezüglich der Vereinbarungen, an denen eine weder mit Rosneft noch ExxonMobil verbundene Person beteiligt ist, mit einem Wert von mehr als (A) fünf Millionen US-Dollar (US\$ 5.000.000) in einer Erforschungsperiode, (B) zehn Millionen US-Dollar (US\$ 10.000.000) während einer Erschließungsperiode und (C) fünf Millionen US-Dollar (US\$ 5.000.000) für Aufträge aus Angeboten ohne Wettbewerb und (iii) Aufträge, die ohne strikte Befolgung der Beschaffungsrichtlinien und -regeln des Betreibers vergeben werden,

(7) Genehmigung von Plänen zur Personalschulung und -entwicklung für die Belegschaft der Gesellschaft, einschl. des Einsatzes von technischen Teams und Fortschritt bei der Erreichung langfristiger Meilensteine zur Leistungsfähigkeit des Unternehmens und dessen Personalbedarf (wie in der Vereinbarung detaillierter ausgeführt),

(8) Festlegung der Abstimmungsposition der Gesellschaft bei den Anteilseigner-Hauptversammlungen von Tochtergesellschaften (einschl. der Hauptversammlung des Betreibers),

(9) Delegieren von Befugnissen durch die Geschäftsführung wie in diesem Artikel 12 beschrieben,

(10) Beseitigung von Pattsituationen die bei einer Sitzung der Geschäftsführung beim Betreiber aufgetreten sind,

(11) Übernahme von und Änderungen der Foundation Business Policies (wie in der Vereinbarung definiert),

(12) Übernahme von und Änderungen der internen Regeln zur Bestimmung des Verfahrens zur internen Empfehlung von durch die Gesellschaft auszuführenden Aufträgen durch Managementpersonal der Gesellschaft, welche die Bereiche der Gesellschaftsaktivitäten betreffen, für die das entsprechende Managementpersonal verantwortlich ist,

(13) Ernennung von Managern der Finanzierungsfiliale,

(14) Erstellung einer Reihe von Marketing-Reporting-Messwerten, die den Anteilseignern monatlich, vierteljährlich und jährlich von der Marketingfirma vorgelegt werden (wie in der Vereinbarung definiert),

(15) Genehmigung des Personalplans der Marketingfirma (wie in der Vereinbarung definiert) und alle diesbezüglichen Änderungen, und

(16) Genehmigung der Tabelle von Finanzbehörden für die Unterstützungsperiode für vereinbarte Aufschlussprojektkosten.

Titel IV. - Finanzjahr - Konten - Audit - Auflösung

Art. 13. Das Finanzjahr der Gesellschaft geht vom 1. Januar bis zum 31. Dezember eines jeden Jahres.

Art. 14.

14.1 Jedes Jahr erstellt die Geschäftsführung eine Bilanz zum 31. Dezember, die eine Aufstellung aller beweglichen und unbeweglichen Besitzgüter und Verpflichtungen der Gesellschaft enthält. Die Gesellschaft führt ihre gesetzlich vorgeschriebenen Konten, Bücher und Aufzeichnungen auf Englisch und in U.S. Dollar und den anderen Sprachen und Währungen, die gesetzlich vorgeschrieben sind. Die Managementkonten der Gesellschaft und ihrer Niederlassungen werden auf Englisch und in U.S. Dollar geführt. Die Bücher der Gesellschaft werden am Gesellschaftssitz in Luxemburg geführt.

14.2 Gemäss den Geheimhaltungsbeschränkungen und sonstigen Beschränkungen, welche die Anteilseigner von Zeit zu Zeit beschließen, ist den Anteilseignern und deren Wirtschaftsprüfern und Geschäftsführern zu zumutbaren Zeiten vollständiger Zugang zu den Konten, Büchern und allen Aufzeichnungen der Gesellschaft und von deren Niederlassungen zu gewähren.

14.3 Die Anteilseigner ernennen eine unabhängige Wirtschaftsprüfungsfirma, die (i) zur Geschäftsausübung im Grossherzogtum Luxemburg zugelassen ist und (ii) zu einer Gruppe angesehener, international anerkannter Wirtschaftsprüfungsfirmen gehört (einschließlich mindestens einer Firma, die zur Geschäftsausübung in der Russischen Föderation zugelassen ist) als Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft.

14.4 Die nach Artikel 14.3 oben ernannten Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft haben vollständigen Zugang zu den Büchern und Aufzeichnungen der Gesellschaft und überprüfen die Konten und Aktivitäten der Gesellschaft jährlich. Diese Wirtschaftsprüfer liefern der Gesellschaft und den Anteilseignern innerhalb von dreißig (30) Tagen nach dem jeweiligen Jahresende einen Prüfungsbericht und verpflichten sich als Teil ihrer Pflichten gegenüber der Gesellschaft, den Anteilseignern alle Informationen zur Verfügung zu stellen, welche diese vorbehaltlich von Artikel 14.2 vorstehend billigerweise anfordern.

Art. 15. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation von einem oder mehreren Liquidatoren durchgeführt.

Vorübergehende Verfügung

Das erste Finanzjahr beginnt am Tag der Eintragung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2014.

Zeichnung - Bezahlung

Nach der Aufstellung der Satzung hierdurch erklären die Anteilseigner hiermit, dass sie alle dreissigtausend (30.000) Stammanteile und dreihundert (300) Vorzugsstammanteile A der Gesellschaft mit einem Nennwert von je einem U.S. Dollar (USD 1) wie folgt zeichnen:

Anteilseigner ExxonMobil:	zehntausend (10.000) Stammanteile und einhundert (100) Vorzugsstammanteile A.
Anteilseigner Rosneft:	zwanzigtausend (20.000) Stammanteile und zweihundert (200) Vorzugsstammanteile A.
Summe:	dreißigtausend (30.000) Stammanteile und dreihundert (300) Vorzugsstammanteile A.

Alle Anteile sind von den Anteilseignern durch Barzahlung eines Gesamtbetrags in Höhe von dreissigtausenddreihundert U.S. Dollar (\$30.300) vollständig einbezahlt, sodass der von den Anteilseignern bezahlte Betrag von dreissigtausenddreihundert U.S. Dollar (\$30.300) von nun an der Gesellschaft frei zur Verfügung steht, was dem unterzeichneten Notar gegenüber belegt wurde, und was dieser ausdrücklich bezeugt.

Anteilseigner - Beschlüsse

Sofort nach der Eintragung der Gesellschaft fassen die Anteilseigner, die das gesamte Stammkapital der Gesellschaft vertreten, folgende Beschlüsse:

- Die folgenden Personen werden mit Wirkung des Datums dieser Urkunde und auf unbestimmte Zeit als Mitglieder der Geschäftsführung ernannt:

* Timofey STRELTSOV, geboren am 2. Dezember 1968 in Region Sakhalin (USSR), mit Geschäftsadresse 26/1, Sofiyskaya Embankment, 117997, Moskau (Russland) als Klasse A Geschäftsführer;

* Grigory BONDARENKO, geboren am 16. Februar 1963 in Kharkov (USSR), mit Geschäftsadresse 26/1, Sofiyskaya Embankment, 117997, Moskau (Russland), als Klasse A Geschäftsführer;

* Rostislav LATYSH, geboren am 20. März 1973 in Ivano-Frankovsk (USSR), mit Geschäftsadresse an 26/1, Sofiyskaya Embankment, 117997, Moskau (Russland), als Klasse A Geschäftsführer;

* James J. ZULLIG, geboren am 3. März 1955 in New Jersey (USA), mit Geschäftsadresse 233 Benmar Drive, Houston, Texas 77060-3105 (USA), als Klasse B Geschäftsführer und

* James K. FLOOD, geboren am 15. April 1957 in Furth (Deutschland), mit Geschäftsadresse 17001 Northchase Drive, Houston, Texas 77060-2135 (USA), als Klasse B Geschäftsführer;

- Ernst & Young, société anonyme, mit eingetragenem Sitz in L-5365 Munsbach, 7, rue Gabriel Lippmann (RCS Luxembourg B 47771), wird mit Wirkung vom Datum dieser Urkunde an und bis zur Genehmigung der Jahresabschlüsse der Gesellschaft zum unabhängigen Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft für das am 31. Dezember 2014 endende Finanzjahr ernannt, und

- die Adresse des eingetragenen Gesellschaftssitzes wird festgelegt auf 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg.

Bewertung und Kosten

Die Kosten, Auslagen, Gebühren und Abgaben, in welcher Form auch immer, die von der Gesellschaft zu tragen sind und die ihr im Zusammenhang mit den obigen Angelegenheiten in Rechnung gestellt werden, betragen schätzungsweise EUR 1.500.-.

Die vorliegende Urkunde wurde in Luxemburg am eingangs erwähnten Datum aufgesetzt.

Nachdem die Urkunde den Erschienenen, die dem Notar nach Vor- und Nachnamen, Zivilstand und Wohnort bekannt waren, vorgelesen wurde, unterzeichneten diese gemeinsam mit dem Notar diese Urkunde.

Der unterzeichnende Notar, der Englisch versteht und spricht, stellt hiermit fest, dass diese Urkunde auf Wunsch der Erschienenen in Englisch abgefasst ist, gefolgt von einer Übersetzung ins Deutsche. Auf Wunsch derselben Erschienenen und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und deutschen Text gilt die englische Version.

Gezeichnet: C. BALTHAZAR, J.-M. POOS und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 11 mars 2014. Relation: LAC/2014/11434. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations erteilt.

Luxemburg, den 17. März 2014.

Référence de publication: 2014039223/1260.

(140045836) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2014.

**Capital Safety Group S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Capital Safety Group S.A.).**

Siège social: L-2440 Luxembourg, 59, rue de Rollingergrund.

R.C.S. Luxembourg B 165.563.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-sixth day of March.

before us, Maître Edouard Delosch, notary, residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg,

was held

an extraordinary general meeting of the shareholders of Capital Safety Group S.A., a société anonyme governed by the laws of Luxembourg, with registered office at 59, rue de Rollingergrund, L-2240 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated following a deed of 24 November 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, under number 315 of 6 February 2012 and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies, under number B 165563 (the "Company"). The articles of incorporation have been amended for the last time following a deed of 23 December 2013, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

The meeting was declared open at 5.20 p.m. by Me Nicolas GAUZÈS, lawyer, with professional address in Luxembourg, in the chair, who appointed as secretary Mrs Djénéba SAMAKE, lawyer, with professional address in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Me Caroline PIMPAUD, lawyer, with professional address in Luxembourg.

The bureau of the meeting having thus been constituted, the Chairman declared and requested the notary to record the following:

(i) That the agenda of the meeting was the following:

Agenda

1 To reduce the corporate capital of the Company by an amount of two hundred ninety-one thousand seven hundred one dollars of the United States of America and fifty cents (USD 291,701.50) so as to reduce it from its current amount of sixty-two million fifty-nine thousand fifty-six dollars of the United States of America and fifty cents (USD 62,059,056.50) to sixty-one million seven hundred sixty-seven thousand three hundred fifty-five dollars of the United States of America (USD 61,767,355.-) by cancellation of four hundred fifty-six thousand eight hundred ninety-nine (456,899) class A voting shares (the "Class A Shares") and one hundred twenty-six thousand five hundred four (126,504) class B non voting shares (the "Class B Shares") held by the Company.

2 To convert the remaining one hundred twenty-three million five hundred thirty-four thousand seven hundred ten (123,534,710) class A shares into one hundred twenty-three million five hundred thirty-four thousand seven hundred ten (123,534,710) ordinary shares.

3 To convert the form of the Company from a société anonyme to a société à responsabilité limitée.

4 To restate the articles of incorporation of the Company, in order to reflect the above resolutions.

5 To confirm the managers of the Company.

6 Miscellaneous.

(ii) That all the shareholders were duly convened and had due notice of the agenda prior to this meeting.

(iii) That the shareholders present or represented, the proxyholders of the represented shareholders and the number of the shares held by the shareholders are shown on an attendance-list; this attendance-list, signed by the shareholders, the proxyholders of the represented shareholders, the bureau of the meeting and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

(iv) That the proxies of the represented shareholders, signed by the proxyholders, the bureau of the meeting and the undersigned notary will also remain annexed to the present deed.

(v) That at least one half (1/2) of all the shares issued and outstanding are represented meeting the quorum requirements for the proposed amendment to the articles of incorporation.

(vi) That the meeting was consequently regularly constituted and could validly deliberate on all the items of the agenda.

(vii) That the general meeting of shareholders, each time unanimously, took the following resolutions:

First resolution

The general meeting resolved to reduce the corporate capital of the Company by an amount of two hundred ninety-one thousand seven hundred one dollars of the United States of America and fifty cents (USD 291,701.50) so as to reduce it from its current amount of sixty-two million fifty-nine thousand fifty-six dollars of the United States of America and fifty cents (USD 62,059,056.50) to sixty-one million seven hundred sixty-seven thousand three hundred fifty-five dollars of the United States of America (USD 61,767,355.-) by cancellation of four hundred fifty-six thousand eight hundred ninety-nine (456,899) Class A Shares and one hundred twenty-six thousand five hundred four (126,504) Class B Shares held by the Company.

Second resolution

The general meeting resolved to convert the remaining one hundred twenty-three million five hundred thirty-four thousand seven hundred ten (123,534,710) class A shares into one hundred twenty-three million five hundred thirty-four thousand seven hundred ten (123,534,710) ordinary shares.

Third resolution

The general meeting resolved to convert the form of the Company from a société anonyme to a société à responsabilité limitée.

Fourth resolution

The general meeting resolved to restate the articles of incorporation of the Company, in order to reflect the above resolutions. Said articles of incorporation will from now on read as follows:

Chapter I. Form, Name, Registered office, Object, Duration

Art. 1. Form, Name. There is hereby established a société à responsabilité limitée (the "Company") governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg (the "Laws") and by the present articles of incorporation (the "Articles of Incorporation").

The Company may be composed of one single shareholder, owner of all the shares, or several shareholders, but not exceeding forty (40) shareholders.

The Company will exist under the name of "Capital Safety Group S.à r.l."

Art. 2. Registered Office. The Company will have its registered office in the City of Luxembourg.

The registered office may be transferred to any other place within the City of Luxembourg by a resolution of the Manager(s).

Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the Manager(s).

In the event that, in the view of the Manager(s), extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with such office or between such office and persons abroad, the Company may temporarily transfer the registered office abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a company governed by the Laws. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the Manager(s).

Art. 3. Object. The object of the Company is the acquisition, holding and disposal of interests in Luxembourg and/or in foreign companies and undertakings, as well as the administration, development and management of such interests.

The Company may provide loans and financing in any other kind or form or grant guarantees or security in any other kind or form, in favour of the companies and undertakings forming part of the group of which the Company is a member.

The Company may also invest in real estate, in intellectual property rights or any other movable or immovable assets in any kind or form.

The Company may borrow in any kind or form and privately issue bonds, notes or any other debt instruments as well as warrants or other share subscription rights.

In a general fashion, the Company may carry out any commercial, industrial or financial operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Art. 4. Duration. The Company is formed for an unlimited duration.

It may be dissolved at any time by a resolution of the shareholder(s), voting with the quorum and majority rules set by the Laws or by the Articles of Incorporation, as the case may be pursuant to article 29 of the Articles of Incorporation.

Chapter II. Capital, Shares

Art. 5. Issued Capital. The issued capital of the Company is set at sixty-one million seven hundred sixty-seven thousand three hundred fifty-five dollars of the United States of America (USD 61,767,355.-) divided into one hundred twenty-three million five hundred thirty-four thousand seven hundred ten (123,534,710) shares with a nominal value of fifty cents of dollar of the United States of America (USD 0.5-) each, all of which are fully paid up.

The rights and obligations attached to the shares shall be identical except to the extent otherwise provided by the Articles of Incorporation or by the Laws.

In addition to the issued capital, there may be set up a premium account to which any premium paid on any share in addition to its nominal value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may repurchase from its shareholder(s), to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholder(s) in the form of a dividend or to allocate funds to the legal reserve.

Art. 6. Shares. Each share entitles to one vote.

Each share is indivisible as far as the Company is concerned.

Co-owners of shares must be represented towards the Company by a common representative, whether appointed amongst them or not.

When the Company is composed of a single shareholder, the single shareholder may freely transfer its shares.

When the Company is composed of several shareholders, the shares may be transferred freely amongst shareholders but the shares may be transferred to non-shareholders only with the authorisation of shareholders representing at least three quarters (3/4) of the capital.

The transfer of shares must be evidenced by a notarial deed or by a private contract. Any such transfer is not binding upon the Company or upon third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company, pursuant to article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

The Company may acquire its own shares with a view to their immediate cancellation.

Ownership of a share carries implicit acceptance of the Articles of Incorporation and of the resolutions validly adopted by the shareholder(s).

Art. 7. Increase and Reduction of Capital. The issued capital of the Company may be increased or reduced one or several times by a resolution of the shareholder(s) adopted in compliance with the quorum and majority rules set by the Articles of Incorporation or, as the case may be, by the Laws for any amendment of the Articles of Incorporation.

Art. 8. Incapacity, Death, Suspension of civil rights, Bankruptcy or Insolvency of a Shareholder. The incapacity, death, suspension of civil rights, bankruptcy, insolvency or any other similar event affecting the shareholder(s) does not put the Company into liquidation.

Chapter III. Managers, Auditors

Art. 9. Managers. The Company shall be managed by one or several managers who need not be shareholders themselves (the “Manager(s)”).

If two (2) Managers are appointed, they shall jointly manage the Company.

If more than two (2) Managers are appointed, they shall form a board of managers (the “Board of Managers”).

The Managers will be appointed by the shareholder(s), who will determine their number and the duration of their mandate. The Managers are eligible for re-appointment and may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholder(s).

The shareholder(s) may decide to qualify the appointed Managers as class A Managers (the “Class A Managers”) or class B Managers (the “Class B Managers”).

The shareholder(s) shall neither participate in nor interfere with the management of the Company.

Art. 10. Powers of the Managers. The Managers are vested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for accomplishing the Company’s object.

All powers not expressly reserved by the Articles of Incorporation or by the Laws to the general meeting of shareholder (s) or to the auditor(s) shall be within the competence of the Managers.

Art. 11. Delegation of Powers - Representation of the Company. The Manager(s) may delegate special powers or proxies, or entrust determined permanent or temporary functions to persons or committees chosen by them.

The Company will be bound towards third parties by the individual signature of the sole Manager or by the joint signatures of any two Manager(s) if more than one Manager has been appointed.

However, if the shareholder(s) have qualified the Managers as Class A Managers or Class B Managers, the Company will only be bound towards third parties by the joint signatures of one Class A Manager and one Class B Manager.

The Company will further be bound towards third parties by the joint signatures or sole signature of any person to whom special power has been delegated by the Manager(s), but only within the limits of such special power.

Art. 12. Meetings of the Board of Managers. In case a Board of Managers is formed, the following rules shall apply:

The Board of Managers may appoint from among its members a chairman (the “Chairman”). It may also appoint a secretary, who need not be a Manager himself and who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Managers (the “Secretary”).

The Board of Managers will meet upon call by the Chairman. A meeting of the Board of Managers must be convened if any two (2) of its members so require.

The Chairman will preside over all meetings of the Board of Managers, except that in his absence the Board of Managers may appoint another member of the Board of Managers as chairman pro tempore by majority vote of the Managers present or represented at such meeting.

Except in cases of urgency or with the prior consent of all those entitled to attend, at least three (3) calendar days’ written notice of meetings of the Board of Managers shall be given in writing and transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text. Any such notice shall specify the time and the place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted. The notice may be waived by properly documented consent of each member of the Board of Managers. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a time schedule previously adopted by resolution of the Board of Managers.

The meetings of the Board of Managers shall be held in Luxembourg or at such other place as the Board of Managers may from time to time determine.

Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another Manager as his proxy. Any Manager may represent one or several members of the Board of Managers.

A quorum of the Board of Managers shall be the presence or representation of at least half (1/2) of the Managers holding office, provided that in the event that the Managers have been qualified as Class A Managers or Class B Managers, such quorum shall only be met if at least one (1) Class A Manager and one (1) Class B Manager are present or represented.

Decisions will be taken by a majority of the votes of the Managers present or represented at such meeting.

One or more Managers may participate in a meeting by conference call, videoconference or any other similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equivalent to a physical presence at the meeting.

A written decision, signed by all the Managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers which was duly convened and held. Such a decision may be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several Managers.

Art. 13. Resolutions of the Managers. The resolutions of the Manager(s) shall be recorded in writing.

The minutes of any meeting of the Board of Managers will be signed by the Chairman of the meeting and by the secretary (if any). Any proxies will remain attached thereto.

Copies or extracts of written resolutions or minutes, to be produced in judicial proceedings or otherwise, may be signed by the sole Manager or by any two (2) Managers acting jointly if more than one Manager has been appointed.

Art. 14. Management Fees and Expenses. Subject to approval by the shareholder(s), the Manager(s) may receive a management fee in respect of the carrying out of their management of the Company and may, in addition, be reimbursed for all other expenses whatsoever incurred by the Manager(s) in relation to such management of the Company or the pursuit of the Company's corporate object.

Art. 15. Conflicts of Interest. If any of the Managers of the Company has or may have any personal interest in any transaction of the Company, such Manager shall disclose such personal interest to the other Manager(s) and shall not consider or vote on any such transaction.

In case of a sole Manager it suffices that the transactions between the Company and its Manager, who has such an opposing interest, be recorded in writing.

The foregoing paragraphs of this Article do not apply if (i) the relevant transaction is entered into under fair market conditions and (ii) falls within the ordinary course of business of the Company.

No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the mere fact that any one or more of the Managers or any officer of the Company has a personal interest in, or is a manager, associate, member, shareholder, officer or employee of such other company or firm. Any person related as described above to any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be automatically prevented from considering, voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Art. 16. Managers' Liability - Indemnification. No Manager commits himself, by reason of his functions, to any personal obligation in relation to the commitments taken on behalf of the Company.

Manager(s) are only liable for the performance of their duties.

The Company shall indemnify any Manager, officer or employee of the Company and, if applicable, their successors, heirs, executors and administrators, against damages and expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been Manager(s), officer or employee of the Company, or, at the request of the Company, any other company of which the Company is a shareholder or creditor and by which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct. In the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by its legal counsel that the person to be indemnified is not guilty of gross negligence or misconduct. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which the persons to be indemnified pursuant to the Articles of Incorporation may be entitled.

Art. 17. Auditors. Except where according to the Laws, the Company's annual statutory and/or consolidated accounts must be audited by an approved statutory auditor, the business of the Company and its financial situation, including in particular its books and accounts, may, and shall in the cases provided by law, be reviewed by one or more statutory auditors who need not be shareholders themselves.

The statutory or approved statutory auditors, if any, will be appointed by the shareholder(s), which will determine the number of such auditors and the duration of their mandate. They are eligible for re-appointment. They may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholder(s), save in such cases where the approved statutory auditor may, as a matter of the Laws, only be removed for serious cause or by mutual agreement.

Chapter IV. Shareholders

Art. 18. Powers of the Shareholders. The shareholder(s) shall have such powers as are vested in them pursuant to the Articles of Incorporation and the Laws. The single shareholder carries out the powers bestowed on the general meeting of shareholders.

Any properly constituted general meeting of shareholders of the Company represents the entire body of shareholders.

Art. 19. Annual General Meeting. The annual general meeting of shareholders, of which one must be held where the Company has more than twenty-five (25) shareholders, will be held on the third Wednesday of September at 5:00 p.m. If such day is a day on which banks are not generally open for business in Luxembourg, the meeting will be held on the next following business day.

Art. 20. Other General Meetings. If the Company is composed of several shareholders, but no more than twenty-five (25) shareholders, resolutions of the shareholders may be passed in writing. Written resolutions may be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several shareholders. Should such written resolutions be sent by the Manager(s) to the shareholders for adoption, the shareholders are under the obligation to, within a time period of fifteen (15) calendar days from the dispatch of the text of the proposed resolutions, cast their written vote by returning it to the Company through any means of communication allowing for the transmission of a written text. The quorum and majority requirements applicable to the adoption of resolutions by the general meeting of shareholders shall mutatis mutandis apply to the adoption of written resolutions.

General meetings of shareholders, including the annual general meeting of shareholders will be held at the registered office of the Company or at such other place in the Grand Duchy of Luxembourg, and may be held abroad if, in the judgement of the Manager(s), which is final, circumstances of force majeure so require.

Art. 21. Notice of General Meetings. Unless there is only one single shareholder, the shareholders may also meet in a general meeting of shareholders upon issuance of a convening notice in compliance with the Articles of Incorporation or the Laws, by the Manager(s), subsidiarily, by the statutory auditor(s) (if any) or, more subsidiarily, by shareholders representing more than half (1/2) of the capital.

The convening notice sent to the shareholders will specify the time and the place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted at the relevant general meeting of shareholders. The agenda for a general meeting of shareholders shall also, where appropriate, describe any proposed changes to the Articles of Incorporation and, if applicable, set out the text of those changes affecting the object or form of the Company.

If all the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and if they state that they have been duly informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

Art. 22. Attendance - Representation. All shareholders are entitled to attend and speak at any general meeting of shareholders.

A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another person who need not be a shareholder himself, as a proxy holder.

Art. 23. Proceedings. Any general meeting of shareholders shall be presided over by the Chairman or by a person designated by the Manager(s) or, in the absence of such designation, by the general meeting of shareholders.

The Chairman of the general meeting of shareholders shall appoint a secretary.

The general meeting of shareholders shall elect one (1) scrutineer to be chosen from the persons attending the general meeting of shareholders.

The Chairman, the secretary and the scrutineer so appointed together form the board of the general meeting.

Art. 24. Vote. At any general meeting of shareholders other than a general meeting convened for the purpose of amending the Articles of Incorporation of the Company or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles of Incorporation, resolutions shall be adopted by shareholders representing more than half (1/2) of the capital. If such majority is not reached at the first meeting (or consultation in writing), the shareholders shall be convened (or consulted) a second time and resolutions shall be adopted, irrespective of the number of shares represented, by a simple majority of votes cast.

At any general meeting of shareholders, convened in accordance with the Articles of Incorporation or the Laws, for the purpose of amending the Articles of Incorporation of the Company or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles of Incorporation, the majority requirements shall be a majority of shareholders in number representing at least three quarters (3/4) of the capital.

Art. 25. Minutes. The minutes of the general meeting of shareholders shall be signed by the shareholders present and may be signed by any shareholders or proxies of shareholders, who so request.

The resolutions adopted by the single shareholder shall be documented in writing and signed by the single shareholder.

Copies or extracts of the written resolutions adopted by the shareholder(s) as well as of the minutes of the general meeting of shareholders to be produced in judicial proceedings or otherwise may be signed by the sole Manager or by any two (2) Managers acting jointly if more than one Manager has been appointed.

Chapter V. Financial year, Financial statements, Distribution of profits

Art. 26. Financial Year. The Company's financial year begins on the first day of April and ends on the last day of March of each year.

Art. 27. Adoption of Financial Statements. At the end of each financial year, the accounts are closed and the Manager (s) draw up an inventory of assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss account, in accordance with the Laws.

The annual statutory and/or consolidated accounts are submitted to the shareholder(s) for approval.

Each shareholder or its representative may peruse these financial documents at the registered office of the Company. If the Company is composed of more than twenty-five (25) shareholders, such right may only be exercised within a time period of fifteen (15) calendar days preceding the date set for the annual general meeting of shareholders.

Art. 28. Distribution of Profits. From the annual net profits of the Company, at least five per cent (5%) shall each year be allocated to the reserve required by law (the "Legal Reserve"). That allocation to the Legal Reserve will cease to be required as soon and as long as the Legal Reserve amounts to ten per cent (10%) of the issued capital of the Company.

After allocation to the Legal Reserve, the shareholder(s) shall determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of by allocating the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision, by carrying it forward

to the next following financial year or by distributing it, together with carried forward profits, distributable reserves or share premium to the shareholder(s), each share entitling to the same proportion in such distributions.

Subject to the conditions (if any) fixed by the Laws and in compliance with the foregoing provisions, the Manager(s) may pay out an advance payment on dividends to the shareholders. The Manager(s) fix the amount and the date of payment of any such advance payment.

Chapter VI. Dissolution, Liquidation

Art. 29. Dissolution, Liquidation. The Company may be dissolved by a resolution of the shareholder(s) adopted by half of the shareholders holding three quarters (3/4) of the capital.

Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by the Manager(s) or such other persons (who may be physical persons or legal entities) appointed by the shareholder(s), who will determine their powers and their compensation.

After payment of all the debts of and charges against the Company, including the expenses of liquidation, the net liquidation proceeds shall be distributed to the shareholder(s) so as to achieve on an aggregate basis the same economic result as the distribution rules set out for dividend distributions.

Chapter VII. Applicable law

Art. 30. Applicable Law. All matters not governed by the Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the Laws, in particular the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Fifth resolution

The general meeting of shareholders resolved confirm the existing managers of the Company for an unlimited duration as follows:

- Peter Stavros, Class B Manager
- Joshua Weisenbeck, Class B
- Manager Wolfgang Zettel, Class A Manager
- Stefan Lambert, Class A Manager

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of the present deed are at the expense of the Company.

There being no other business on the Agenda, the meeting was adjourned at 5.35 p.m. The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same persons and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereupon the present deed was drawn up in Luxembourg by the undersigned notary, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, who are known to the undersigned notary by surname, first name, civil status and residence, the said persons signed together with the undersigned notary, this original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt-six mars,
par-devant nous Maître Edouard Delosch, notaire de résidence à Diekirch, Grand-Duché de Luxembourg,
s'est réunie

une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de Capital Safety Group S.A., une société anonyme régie par le droit luxembourgeois, ayant son siège social au 59, rue de Rollingergrund, L-2240 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, constituée suivant acte du 24 novembre 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 315 du 6 février 2012, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 165563 (la «Société»). Les statuts ont été modifiés la dernière fois par un acte du 23 décembre 2013, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

L'assemblée a été déclarée ouverte à 17.20 heures sous la présidence de Me Nicolas GAUZÈS, avocat, domicilié professionnellement à Luxembourg, qui a désigné comme secrétaire Mme Djénéba SAMAKE, juriste, domicilié professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée a choisi comme scrutateur Me Caroline PIMPAUD, avocat, domicilié professionnellement à Luxembourg. Le bureau ainsi constitué, le président a exposé et prié le notaire soussigné d'acter ce qui suit:

(i) Que l'ordre du jour de l'assemblée était le suivant:

Ordre du jour

1 Réduction du capital social de la Société d'un montant de deux cent quatre-vingt-onze mille sept cent un dollars des Etats-Unis d'Amérique et cinquante centimes (USD 291.701,50) afin de le porter de son montant actuel de soixante-deux millions cinquante-neuf mille cinquante-six dollars des Etats-Unis d'Amérique et cinquante centimes (USD 62.059.056,50) à soixante et un millions sept cent soixante-sept mille trois cent cinquante-cinq dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 61.767.355,-) par annulation de quatre cent cinquante-six mille huit cent quatre-vingt-dix-neuf (456.899) actions avec droit de vote de catégorie A (les «Actions de Catégorie A») et cent vingt six mille cinq cent quatre (126.504) actions sans droit de vote de catégorie B (les «Actions de Catégorie B») détenues par la Société.

2 Conversion des cent vingt-trois millions cinq cent trente-quatre mille sept cent dix (123.534.710) actions de catégorie A restantes en cent vingt-trois millions cinq cent trente-quatre mille sept cent dix (123.534.710) actions ordinaires.

3 Conversion de la forme de la Société de société anonyme en société à responsabilité limitée.

4 Modification des statuts de la Société, afin de refléter les résolutions ci-dessus.

5 Confirmation des gérants de la Société.

6 Divers.

(ii) Que tous les actionnaires ont été dûment convoqués et on eu connaissance de l'ordre du jour au préalable.

(iii) Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions détenues par les actionnaires, sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés, les membres du bureau et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

(iv) Que les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées par les mandataires, les membres du bureau et le notaire soussigné resteront pareillement annexées au présent acte.

(v) Qu'au moins la moitié (1/2) de toutes les actions émises était représentées correspondant aux conditions de quorum exigées pour les modifications proposées des statuts.

(vi) Que l'assemblée était par conséquent régulièrement constituée et a pu délibérer valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

(vii) Que l'assemblée a pris, chaque fois à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale a décidé, avec effet au jour des présentes, de réduire le capital social de la Société d'un montant de deux cent quatre-vingt-onze mille sept cent un dollars des Etats-Unis d'Amérique et cinquante centimes (USD 291.701,50) afin de le porter de son montant actuel de soixante-deux millions cinquante-neuf mille cinquante-six dollars des Etats-Unis d'Amérique et cinquante centimes (USD 62.059.056,50) à soixante et un millions sept cent soixante-sept mille trois cent cinquante-cinq dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 61.767.355,-) par annulation de quatre cent cinquante-six mille huit cent quatre-vingt-dix-neuf (456.899) Actions de Catégorie A et cent vingt-six mille cinq cent quatre (126.504) Actions de Catégorie B détenues par la Société.

Deuxième résolution

L'assemblée générale des actionnaires a décidé de convertir les cent vingt-trois millions cinq cent trente-quatre mille sept cent dix (123.534.710) actions de catégorie A restantes en cent vingt-trois millions cinq cent trente-quatre mille sept cent dix (123.534.710) actions ordinaires.

Troisième résolution

L'assemblée générale des actionnaires a décidé de convertir la forme de la Société de société anonyme en société à responsabilité limitée.

Quatrième résolution

L'assemblée générale des actionnaires a décidé de modifier les statuts de la Société pour refléter les résolutions ci-dessus. Les dits statuts seront dorénavant rédigés comme suit:

Chapitre I^{er}. Forme, Dénomination, Siège, Objet, Durée

Art. 1^{er}. Forme, Dénomination. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée (la «Société») régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, (les «Lois»), et par les présents statuts (les «Statuts»).

La Société peut comporter un associé unique, propriétaire de la totalité des parts sociales ou plusieurs associés, dans la limite de quarante (40) associés.

La Société adopte la dénomination «Capital Safety Group S.à r.l.»

Art. 2. Siège Social. Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg.

Le siège social peut être transféré à tout autre endroit de la ville de Luxembourg par une décision des Gérants.

Des succursales ou d'autres bureaux peuvent être établis soit au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger par décision des Gérants.

Dans l'hypothèse où les Gérants estiment que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social sont de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et l'étranger ou que de tels événements se sont produits ou sont imminents, la Société pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, demeurera régie par les Lois. Ces mesures provisoires seront prises et portées à la connaissance de tout intéressé par les Gérants.

Art. 3. Objet. La Société a pour objet l'acquisition, la détention et la cession de participations dans toute société et entreprise luxembourgeoise et/ou étrangère, ainsi que l'administration, la gestion et la mise en valeur de ces participations.

La Société peut fournir des prêts et financements sous quelque forme que ce soit ou consentir des garanties ou sûretés sous quelque forme que ce soit, au profit de sociétés et d'entreprises faisant partie du groupe de sociétés dont la Société fait partie.

La Société peut également investir dans l'immobilier, les droits de propriété intellectuelle ou tout autre actif mobilier ou immobilier sous quelque forme que ce soit.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit et procéder à l'émission privée d'obligations, de billets à ordre ou tout autre instrument de dettes ainsi que des bons de souscription ou tout autre droit de souscription d'actions.

D'une façon générale, la Société peut effectuer toute opération commerciale, industrielle ou financière qu'elle estime utile à l'accomplissement et au développement de son objet.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Elle peut être dissoute, à tout moment, par une résolution des associés, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises par les Lois ou par les Statuts, selon le cas, conformément à l'article 29 des Statuts.

Chapitre II. Capital, Parts sociales

Art. 5. Capital Émis. Le capital émis de la Société est fixé à soixante et un millions sept cent soixante-sept mille trois cent cinquante cinq dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 61.767.355,-) divisé en cent vingt-trois millions cinq cent trente-quatre mille sept cent dix (123.534.710) parts sociales ayant une valeur nominale de cinquante centimes de dollar des Etats-Unis d'Amérique (USD 0,5) chacune, celles-ci étant entièrement libérées.

Les droits et obligations inhérents aux parts sociales sont identiques sauf stipulation contraire des Statuts ou des Lois.

En plus du capital émis, un compte prime d'émission peut être établi sur lequel seront transférées toutes les primes d'émission payées sur les parts sociales en plus de la valeur nominale. Le solde de ce compte prime d'émission peut être utilisé pour régler le prix des parts sociales que la Société a rachetées à ses associés, pour compenser toute perte nette réalisée, pour distribuer des dividendes aux associés ou pour affecter des fonds à la réserve légale.

Art. 6. Parts Sociales. Chaque part sociale donne droit à une voix.

Chaque part sociale est indivisible à l'égard de la Société.

Les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un représentant commun désigné ou non parmi eux.

Lorsque la Société ne compte qu'un seul associé, celui-ci peut librement céder ses parts sociales.

Lorsque la Société compte plusieurs associés, les parts sociales sont librement cessibles entre eux et les parts sociales ne peuvent être cédées à des non-associés qu'avec l'autorisation des associés représentant au moins trois quart du capital social.

La cession de parts sociales doit être constatée par acte notarié ou par acte sous seing privé. Une telle cession n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après avoir été dûment notifiée à la Société ou acceptée par elle conformément à l'article 1690 du code civil luxembourgeois.

La Société peut acquérir ses propres parts sociales en vue de leur annulation immédiate.

La propriété d'une part sociale emporte de plein droit acceptation des Statuts de la Société et des décisions valablement adoptées par les associés.

Art. 7. Augmentation et Réduction du Capital. Le capital émis de la Société peut être augmenté ou réduit, en une ou plusieurs fois, par une résolution des associés adoptée aux conditions de quorum et de majorité requises par les Statuts ou, le cas échéant, par les Lois pour toute modification des Statuts.

Art. 8. Incapacité, Décès, Suspension des droits civils, Faillite ou Insolvabilité d'un Associé. L'incapacité, le décès, la suspension des droits civils, la faillite, l'insolvabilité ou tout autre événement similaire affectant un associé n'entraîne pas la mise en liquidation de la Société.

Chapitre III. Gérants, Commissaires

Art. 9. Gérants. La Société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants qui n'ont pas besoin d'être associés (les «Gérants»).

Si deux (2) Gérants sont nommés, ils géreront conjointement la Société.

Si plus de deux (2) Gérants sont nommés, ils formeront un conseil de gérance (le «Conseil de Gérance»).

Les Gérants seront nommés par les associés, qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat. Les Gérants peuvent être renommés et peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution des associés.

Les associés pourront qualifier les gérants nommés de Gérants de catégorie A (les «Gérants de Catégorie A») ou Gérants de catégorie B (les «Gérants de Catégorie B»).

Les associés ne participeront ni ne s'immisceront dans la gestion de la Société.

Art. 10. Pouvoirs des Gérants. Les Gérants sont investis des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la Société.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par les Statuts ou par les Lois aux associés relèvent de la compétence des Gérants.

Art. 11. Délégation de Pouvoirs - Représentation de la Société. Les Gérants peuvent déléguer des pouvoirs ou des mandats spéciaux, ou confier des fonctions permanentes ou temporaires à des personnes ou des comités de leur choix.

La Société sera engagée vis-à-vis des tiers par la signature individuelle du Gérant unique ou par la signature conjointe de deux Gérants si plus d'un Gérant a été nommé.

Toutefois, si les associés ont qualifié les Gérants de Gérants de Catégorie A et Gérants de Catégorie B, la Société ne sera engagée vis-à-vis des tiers que par la signature conjointe d'un Gérant de Catégorie A et d'un Gérant de Catégorie B.

La Société sera également engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe ou par la signature individuelle de toute personne à qui ce pouvoir de signature aura été délégué par les Gérants, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 12. Réunions du Conseil de Gérance. Dans l'hypothèse où un Conseil de Gérance est formé, les règles suivantes s'appliqueront:

Le Conseil de Gérance peut nommer parmi ses membres un président (le «Président»). Il peut également nommer un secrétaire qui n'a pas besoin d'être lui-même Gérant et qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux du Conseil de Gérance (le «Secrétaire»).

Le Conseil de Gérance se réunira sur convocation du Président. Une réunion du Conseil de Gérance doit être convoquée si deux (2) de ses membres le demandent.

Le Président présidera toutes les réunions du Conseil de Gérance, mais en son absence le Conseil de Gérance désignera un autre membre du Conseil de Gérance comme président pro tempore par un vote à la majorité des Gérants présents ou représentés à cette réunion.

Sauf en cas d'urgence ou avec l'accord préalable de tous ceux qui ont le droit d'y assister, une convocation écrite devra être transmise, trois (3) jours calendaires au moins avant la date prévue pour la réunion du Conseil de Gérance, par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit. La convocation indiquera la date, l'heure et le lieu de la réunion ainsi que l'ordre du jour et la nature des affaires à traiter. Il pourra être renoncé à cette convocation par un accord correctement consigné de chaque membre du Conseil de Gérance. Aucune convocation spéciale ne sera requise pour les réunions se tenant à des dates et des lieux déterminés préalablement par une résolution adoptée par le Conseil de Gérance.

Les réunions du Conseil de Gérance se tiendront à Luxembourg ou à tout autre endroit que le Conseil de Gérance pourra déterminer de temps à autre.

Tout Gérant peut se faire représenter aux réunions du Conseil de Gérance en désignant par un écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un autre Gérant comme son mandataire. Tout Gérant peut représenter un ou plusieurs membres du Conseil de Gérance.

Le Conseil de Gérance ne pourra valablement délibérer que si au moins la moitié (1/2) des Gérants en fonction est présente ou représentée, sous réserve que dans l'hypothèse où des Gérants de Catégorie A ou des Gérants de Catégorie B ont été désignés, ce quorum ne sera atteint que si au moins un Gérant de Catégorie A et un Gérant de Catégorie B sont présents ou représentés.

Les décisions seront prises à la majorité des voix des Gérants présents ou représentés à cette réunion.

Un ou plusieurs Gérants peuvent prendre part à une réunion par conférence téléphonique, visioconférence ou tout autre moyen de communication similaire permettant ainsi à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément les unes avec les autres. Une telle participation sera considérée équivalente à une présence physique à la réunion.

Une décision écrite, signée par tous les Gérants, est régulière et valable de la même manière que si elle avait été adoptée à une réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée et tenue. Une telle décision pourra être consignée dans un seul ou plusieurs écrits séparés ayant le même contenu et signé par un ou plusieurs Gérants.

Art. 13. Résolutions des Gérants. Les résolutions des Gérants doivent être consignées par écrit.

Les procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance seront signés par le Président de la réunion et par le Secrétaire (s'il y en a). Les procurations y resteront annexées.

Les copies ou les extraits des résolutions écrites ou les procès-verbaux, destinés à être produits en justice ou ailleurs, pourront être signés par le Gérant unique ou par deux Gérants agissant conjointement si plus d'un Gérant a été nommé.

Art. 14. Rémunération et Dépenses. Sous réserve de l'approbation des associés, les Gérants peuvent recevoir une rémunération pour leur gestion de la Société et peuvent, de plus, être remboursés de toutes les dépenses qu'ils auront exposées en relation avec la gestion de la Société ou la poursuite de l'objet social de la Société.

Art. 15. Conflits d'Intérêt. Si un ou plusieurs Gérants a ou pourrait avoir un intérêt personnel dans une transaction de la Société, ce Gérant devra en aviser les autres Gérants et il ne pourra ni prendre part aux délibérations ni émettre un vote sur une telle transaction.

Dans l'hypothèse d'un Gérant unique, il est seulement fait mention dans un procès-verbal des opérations intervenues entre la Société et son Gérant ayant un intérêt opposé à celui de la Société.

Les dispositions des alinéas qui précèdent ne sont pas applicables lorsque (i) l'opération en question est conclue à des conditions normales et (ii) si elle tombe dans le cadre des opérations courantes de la Société.

Aucun contrat ni autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou entreprises ne sera affecté ou invalidé par le simple fait qu'un ou plusieurs Gérants ou tout fondé de pouvoir de la Société y a un intérêt personnel, ou est gérant, collaborateur, membre, associé, fondé de pouvoir ou employé d'une telle société ou entreprise. Toute personne liée de la manière décrite ci-dessus, à une société ou entreprise, avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en relations d'affaires, ne devra pas en raison de cette affiliation à cette société ou entreprise, être automatiquement empêchée de délibérer, de voter ou d'agir autrement sur une opération relative à de tels contrats ou transactions.

Art. 16. Responsabilité des Gérants-Indemnisation. Les Gérants n'engagent pas leur responsabilité personnelle lorsque, dans l'exercice de leurs fonctions, ils prennent des engagements pour le compte de la Société.

Les Gérants sont uniquement responsables de l'accomplissement de leurs devoirs.

La Société indemniserà tout Gérant, fondé de pouvoir ou employé de la Société et, le cas échéant, leurs successeurs, leurs héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de biens pour tous dommages qu'ils ont à payer et tous frais raisonnables qu'ils auront encourus par suite de leur comparution en tant que défendeurs dans des actions en justice, des procès ou des poursuites judiciaires qui leur auront été intentés de par leurs fonctions actuelles ou anciennes de Gérant (s), de fondé de pouvoir ou d'employé de la Société, ou à la demande de la Société, de toute autre société dans laquelle la Société est actionnaire ou créancier et dans laquelle ils n'ont pas droit à indemnisation, exception faite des cas où leur responsabilité est engagée pour négligence grave ou mauvaise gestion. En cas d'arrangement transactionnel, l'indemnisation ne portera que sur les questions couvertes par l'arrangement transactionnel et dans ce cas seulement si la Société reçoit confirmation par son conseiller juridique que la personne à indemniser n'est pas coupable de négligence grave ou mauvaise gestion. Ce droit à indemnisation n'est pas exclusif d'autres droits auxquels les personnes susnommées pourraient prétendre en vertu des Statuts.

Art. 17. Commissaires. Sauf lorsque, conformément aux Lois, les comptes annuels et/ou les comptes consolidés de la Société doivent être vérifiés par un réviseur d'entreprises agréé, les affaires de la Société et sa situation financière, en particulier ses documents comptables, peuvent et devront, dans les cas prévus par la loi, être contrôlés par un ou plusieurs commissaires qui n'ont pas besoin d'être eux-mêmes associés.

Le(s) commissaire(s) ou réviseur(s) d'entreprises agréé(s) seront, le cas échéant, nommés par les associés qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat. Leur mandat peut être renouvelé. Ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution des associés sauf dans les cas où le réviseur d'entreprises agréé peut seulement, par dispositions des Lois, être révoqué pour motifs graves ou d'un commun accord.

Chapitre IV. Des associés

Art. 18. Pouvoirs des Associés. Les associés exercent les pouvoirs qui leur sont dévolus par les Statuts et les Lois. Si la Société ne compte qu'un seul associé, celui-ci exerce les pouvoirs conférés par les Lois à l'assemblée générale des associés.

Toute assemblée générale des associés régulièrement constituée représente l'ensemble des associés.

Art. 19. Assemblée Générale Annuelle des Associés. L'assemblée générale annuelle des associés, qui doit se tenir au cas où la Société a plus de vingt-cinq (25) associés, aura lieu le troisième mercredi de septembre à 17 heures.

Si ce jour n'est pas généralement un jour bancaire ouvrable à Luxembourg, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 20. Autres Assemblées Générales. Si la Société compte plusieurs associés, dans la limite de vingt-cinq (25) associés, les résolutions des associés peuvent être prises par écrit. Les résolutions écrites peuvent être constatées dans un seul ou plusieurs documents ayant le même contenu, signés par un ou plusieurs associés.

Dès lors que les résolutions à adopter ont été envoyées par les Gérants aux associés pour approbation, les associés sont tenus, dans un délai de quinze (15) jours calendaires suivant la réception du texte de la résolution proposée, d'exprimer leur vote par écrit en le retournant à la Société par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit. Les exigences de quorum et de majorité imposées pour l'adoption de résolutions par l'assemblée générale s'applique mutatis mutandis à l'adoption de résolutions écrites.

Les assemblées générales des associés, y compris l'assemblée générale annuelle des associés, se tiendra au siège social de la Société ou à tout autre endroit au Grand-Duché de Luxembourg, et pourra se tenir à l'étranger, chaque fois que des circonstances de force majeure, appréciées souverainement par les Gérants, le requièrent.

Art. 21. Convocation des Assemblées Générales. A moins qu'il n'y ait qu'un associé unique, les associés peuvent aussi se réunir en assemblées générales, conformément aux conditions fixées par les Statuts ou les Lois, sur convocation des Gérants, subsidiairement, du commissaire (s'il y en existe), ou plus subsidiairement, des associés représentant plus de la moitié (1/2) du capital social émis.

La convocation envoyée aux associés indiquera la date, l'heure et le lieu de l'assemblée générale ainsi que l'ordre du jour et la nature des affaires à traiter lors de l'assemblée générale des associés. L'ordre du jour d'une assemblée générale d'associés doit également, si nécessaire, indiquer toutes les modifications proposées des Statuts et, le cas échéant, le texte des modifications relatives à l'objet social ou à la forme de la Société.

Si tous les associés sont présents ou représentés à une assemblée générale des associés et s'ils déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

Art. 22. Présence - Représentation. Tous les associés sont en droit de participer et de prendre la parole à toute assemblée générale des associés.

Un associé peut désigner par écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un mandataire qui n'a pas besoin d'être lui-même associé.

Art. 23. Procédure. Toute assemblée générale des associés est présidée par le Président ou par une personne désignée par les Gérants, ou, faute d'une telle désignation par les Gérants, par une personne désignée par l'assemblée générale des associés.

Le Président de l'assemblée générale des associés désigne un secrétaire.

L'assemblée générale des associés élit un (1) scrutateur parmi les personnes participant à l'assemblée générale des associés.

Le Président, le secrétaire et le scrutateur ainsi désignés forment ensemble le bureau de l'assemblée générale.

Art. 24. Vote. Lors de toute assemblée générale des associés autre qu'une assemblée générale convoquée en vue de la modification des Statuts de la Société ou du vote de résolutions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées pour toute modification des Statuts, les résolutions seront adoptées par les associés représentant plus de la moitié (1/2) du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte sur première convocation (ou consultation par écrit), les associés seront de nouveau convoqués (ou consultés) et les résolutions seront adoptées à la majorité simple, indépendamment du nombre de parts sociales représentées.

Lors de toute assemblée générale des associés, convoquée conformément aux Statuts ou aux Lois, en vue de la modification des Statuts de la Société ou du vote de résolutions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées pour toute modification des Statuts, la majorité exigée sera d'au moins la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts (3/4) du capital.

Art. 25. Procès-Verbaux. Les procès-verbaux des assemblées générales doivent être signés par les associés présents et peuvent être signés par tous les associés ou mandataires d'associés qui en font la demande.

Les résolutions adoptées par l'associé unique seront établies par écrit et signées par l'associé unique.

Les copies ou extraits des résolutions écrites adoptées par les associés, ainsi que les procès-verbaux des assemblées générales à produire en justice ou ailleurs sont signés par le Gérant unique ou par deux Gérants au moins agissant conjointement dès lors que plus d'un Gérant aura été nommé.

Chapitre V. Exercice social, Comptes annuels, Distribution des bénéfices

Art. 26. Exercice Social. L'exercice social de la Société commence le 1^{er} avril et s'achève le dernier jour de mars de chaque année.

Art. 27. Approbation des Comptes Annuels. A la clôture de chaque exercice social, les comptes sont arrêtés et les Gérants dressent l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif ainsi que le compte de résultat conformément aux Lois.

Les comptes annuels et/ou les comptes consolidés sont soumis aux associés pour approbation.

Tout associé ou son mandataire peut prendre connaissance des documents comptables au siège social de la Société. Si la Société compte plus de vingt-cinq (25) associés, ce droit ne pourra être exercé que dans les quinze (15) jours calendaires qui précèdent l'assemblée générale annuelle des associés.

Art. 28. Distribution des Bénéfices. Sur les bénéfices nets de la Société, il sera prélevé au moins cinq pour cent (5 %) qui seront affectés, chaque année, à la réserve légale (la «Réserve Légale»), conformément à la loi. Cette affectation à la Réserve Légale cessera d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la Réserve Légale atteindra dix pour cent (10%) du capital émis de la Société.

Après affectation à la Réserve Légale, les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets. Ils peuvent décider de verser la totalité ou une partie du solde à un compte de réserve ou de provision, en le reportant à nouveau ou en le distribuant avec les bénéfices reportés, les réserves distribuables ou les primes d'émission, aux associés, chaque part sociale donnant droit à une même proportion dans ces distributions.

Sous réserve des conditions (s'il y en a) fixées par les Lois et conformément aux dispositions qui précèdent, les Gérants peuvent procéder au versement d'un acompte sur dividendes aux associés. Les Gérants détermineront le montant ainsi que la date de paiement de tels acomptes.

Chapitre VI. Dissolution, Liquidation

Art. 29. Dissolution, Liquidation. La Société peut être dissoute par une décision prise par la moitié des associés possédant les trois quarts (3/4) du capital social.

En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera réalisée par les Gérants ou toute autre personne (qui peut être une personne physique ou une personne morale) nommée par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Après paiement de toutes les dettes et charges de la Société, et de tous les frais de liquidation, le boni net de liquidation sera réparti équitablement entre le(s) associé(s) de manière à atteindre le même résultat économique que celui fixé par les règles relatives à la distribution de dividendes.

Chapitre VII. Loi applicable

Art. 30. Loi Applicable. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les Statuts seront réglées conformément aux Lois, en particulier à la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Cinquième résolution

L'assemblée générale des actionnaires a décidé de confirmer les gérants existants de la Société pour une durée illimitée comme suit:

- Peter Stavros, Gérant de Catégorie B
- Joshua Weisenbeck, Gérant de Catégorie B
- Wolfgang Zettel, Gérant de Catégorie A
- Stefan Lambert, Gérant de Catégorie A

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges de toute nature payable par la Société en raison du présent acte sont à charge de la société.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée à 17.35.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande des comparants ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande des mêmes comparants, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Dont acte fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée aux comparants connus du notaire soussigné par leur nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec, le notaire soussigné, le présent acte.

Signé: N. GAUZÈS, D. SAMAKE, C. PIMPAUD, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 28 mars 2014. Relation: DIE/2014/4086. Reçu soixante-quinze (75,-) euros

Le Receveur (signé) pd: RECKEN.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 07 avril 2014.

Référence de publication: 2014050370/665.

(140057223) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

tangram s.a., Société Anonyme.

Siège social: L-3871 Schiffflange, 12, rue de la Paix.

R.C.S. Luxembourg B 51.135.

L'an deux mil quatorze.

Le vingt-cinq février.

Pardevant Maître Christine DOERNER, notaire de résidence à Bettembourg.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «TANGRAM SA», (Matricule 19952205725), avec siège social à L-4065 Esch/Alzette, 2 rue de la Colline;

inscrite au registre aux firmes sous le numéro B 51.135;

constituée suivant acte reçu par le notaire Paul Decker, de résidence à Luxembourg, en date du 15 mai 1995, publié au Mémorial C numéro 395 du 18 août 1995, page 18.931;

modifiée suivant acte reçu par le notaire Paul Decker, de résidence à Luxembourg, en date du 8 février 2002, publié au Mémorial C numéro 853 du 5 juin 2002, page 40.920;

et modifiée suivant assemblée générale extraordinaire reçue par le notaire instrumentaire en date du 10 août 2011, publiée au Mémorial C de 2011, page 128.594.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Roland GIERENZ, demeurant à Luxembourg;

Le Président désigne comme secrétaire Monsieur Vincent GONNE, demeurant à Bascharage;

A été appelé aux fonctions de scrutateur, Monsieur Robert KOUSMANN, demeurant à Bivange;

Le bureau ayant été ainsi constitué, le Président déclare et prie le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1. - Transfert du siège social de la société de L-4065 Esch/Alzette, 2 rue de la Colline à L-3871 Schifflange, 12 rue de la Paix.

2. - Modification afférente du premier alinéa de l'article 1^{er} des Statuts.

3.- Ajoute à l'article 4 des Statuts un dernier paragraphe avec la teneur suivante:

La société peut prêter et emprunter avec ou sans garantie, elle peut participer à la création et au développement de toutes sociétés et leur prêter tous concours.

II - Les actionnaires présents ou représentés, les procurations des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, cette liste de présence signée par les actionnaires, les mandataires des actionnaires représentés, le bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte.

Les procurations des actionnaires représentés y resteront annexées de même.

III. - L'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée et tous les actionnaires présents ou représentés déclarant avoir eu parfaite connaissance de l'ordre du jour avant l'assemblée, il a donc pu être fait abstraction des convocations d'usage.

IV. - La présente assemblée, représentant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur l'ordre du jour.

Ensuite l'assemblée, après délibération, a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution:

L'assemblée générale décide de transférer le siège social de la société de L-4065 Esch/Alzette, 2 rue de la Colline à L-3871 Schifflange, 12 rue de la Paix.

Deuxième résolution;

Suite au prédit transfert de siège social, le premier alinéa de l'article 1^{er} des statuts est à lire comme suit:

« **Art. 1^{er} . Premier alinéa.** Le siège social est établi à Schifflange.»

Troisième résolution:

L'assemblée générale décide d'ajouter un dernier paragraphe à l'article 4 des statuts.

Quatrième et dernière résolution:

Suite à la prédite résolution le dernier paragraphe de l'article 4 est à lire comme suit:

« **Art. 4. Dernier paragraphe.** La société peut prêter et emprunter avec ou sans garantie, elle peut participer à la création et au développement de toutes sociétés et leur prêter tous concours.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Evaluation des frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, à environ MILLE EURO (Euro 1.000.-).

DONT ACTE, fait et passé à Bertembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire instrumentaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont tous signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Kousmann, C. Doerner.

Enregistré à Esch/Alzette A.C. le 28 février 2014. Relation: EAC/2014/2938. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): Santioni.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Bettembourg, le 03 mars 2014.

Christine DOERNER.

Référence de publication: 2014036188/65.

(140040735) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2014.

Valeant International Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.162.358.864,00.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 208, Val des Bons-Malades.

R.C.S. Luxembourg B 182.009.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-sixth day of February.

Before Maître Henri BECK, notary, residing in Echternach, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED

Valeant Pharmaceuticals International, Inc., a corporation duly formed and validly existing under the laws of the State of Canada, having its registered office at 2150, St. Elzéar Blvd. West Laval, QC H7L 4A8, Canada, registered with Industry Canada, Corporation Number 8028133, Business Number (BN) 138454145RC0004,

here duly represented by Peggy Simon, private employee, professionally residing in Echternach, 9, Rabatt, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, initialled ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The appearing party is the sole shareholder (the "Sole Shareholder") of Valeant International Luxembourg S.à r.l., a société à responsabilité limitée, incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 208, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 182 009, incorporated pursuant to a deed of the notary Maitre Henri Beck, residing in Echternach, on 25 November 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 2 January 2014 under number 13 (the "Company"). The articles of association have been amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary on 31 December 2013, (L130223642) published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 14 February 2014 under number 415.

The appearing party, representing the entire share capital of the Company requests the undersigned notary to record its declarations as follows:

Was recorded on 31 December 2013 before the undersigned notary by notarial deed an increase of the Company's share capital through two (2) contributions in kind.

The appearing party declares having noticed certain erroneous figures in the section "Subscription and Payment" of the first resolution of the above-mentioned notarial deed.

The appearing party declares and requests the undersigned notary to state that section "Subscription and Payment" of the first resolution of the above-mentioned notarial deed shall read as follows:

"All the New Shares are subscribed and fully paid up by Valeant Pharmaceuticals International, Inc., prenamed, through a contribution in kind consisting of (i) a claim held by the Sole Shareholder against the Company in an aggregate amount of two hundred forty-eight million three hundred ninety-three thousand nine hundred fifty-six euro and sixty-five cent (EUR 248,393,956.65), being the equivalent of three hundred forty-one million five hundred sixteen thousand eight hundred fifty-one US Dollar (USD 341,516,851) based on the USD/EUR exchange rate published by the European Central Bank on 18 December 2013 being of USD 1.3749 for EUR 1 and (ii) the entire share capital of Valeant International Bermuda, an unlimited liability company existing under the laws of Bermuda, at its fair market value of eleven billion one hundred nineteen million three thousand five hundred eighty-eight euro and eighty-one cent (EUR 11,119,003,588.81), being the equivalent of fifteen billion two hundred eighty-seven million five hundred eighteen thousand thirty-four US Dollar and twenty-six cents (USD 15,287,518,034.26) based on the EUR/USD exchange rate published by the European Central Bank on 18 December 2013 being of USD 1.3749 for EUR 1 (the "Contribution").

The total amount of the Contribution of eleven billion two hundred fifty-three million seven hundred seventy-seven thousand twenty-six euro and eighty-one cent (EUR 11,367,397,545.46) is allocated as follows:

- one billion one hundred sixty-two million three hundred forty-six thousand three hundred fifty-three euro (EUR 1,162,346,353) to the share capital account of the Company;

- ten billion ninety-one million four hundred thirty thousand six hundred seventy-three euro and eighty-one cent (EUR 10,205,051,192.46) to the share premium account of the Company; and

Evidence of the value of the Contribution has been provided to the undersigned notary."

The appearing party declares and requests the undersigned notary to state that all remaining items of the notarial deed of the undersigned notary recording the increase of the Company's share capital through a contribution in kind dated 31 December 2013 shall remain unaffected.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof, the present deed was drawn up in Echternach, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, she signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le vingt-six février,

Par devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach, Grand-Duché de Luxembourg,

A COMPARU

Valeant Pharmaceuticals International, Inc., une société constituée et existante sous les lois du Canada, dont le siège social est situé 2150, St. Elzéar Blvd. West Laval, QC H7L 4A8, Canada, enregistrée auprès du registre Industry Canada sous le numéro de société 8028133, et le numéro d'affaire (BN) 138454145RC0004,

ici représenté par Peggy Simon, employée privée, résidant professionnellement à Echternach, 9, Rabatt, en vertu d'une procuration sous seing privée.

La procuration paraphée ne varietur par le mandataire de la comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La comparante est l'actionnaire unique (l'"Actionnaire Unique") de Valeant Pharmaceuticals Luxembourg S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée sous les lois du Grand-Duché du Luxembourg, ayant son siège social au 208, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg, constituée par un acte du notaire Me Henri Beck, résidant à Echternach, en date du 25 novembre 2013, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (ci-après la "Société"). Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois par un acte du notaire soussigné, résidant à Echternach, en date du 31 décembre 2013, (L130223642) publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en date du 14 février 2014 sous le numéro 415.

La personne comparante agissant en sa qualité susmentionnée demande au notaire soussigné de constater ses déclarations comme suit:

A été constaté en date du 31 Décembre 2013 devant le notaire soussigné par acte notarié l'augmentation du capital social de la Société par deux (2) apports en nature.

La partie comparante déclare et demande au notaire soussigné de constater que la section «Souscription et Paiement» de la première résolution de l'acte notarié susmentionné doit avoir la teneur suivante:

«Toutes les Nouvelles Parts Sociales sont souscrites et entièrement libérées par Valeant Pharmaceuticals International, Inc., par le biais d'un apport en nature portant sur (i) une créance détenue par l'Associé Unique sur la Société pour un montant total de deux cent quarante-huit millions trois cent quatre-vingt-treize mille neuf cent cinquante-six euros et soixante-cinq centimes (EUR 248.393.956,65), qui équivaut à trois cent quarante et un millions cinq cent seize mille huit cent cinquante et un dollars américains (USD 341.516.851) compte tenu du taux de change USD/EUR publié par la Banque Centrale Européenne en date du 18 décembre 2013 de USD 1,3749 pour EUR 1 et (ii) la totalité du capital social de Valeant International Bermuda, pour sa valeur de marché de onze milliards cent dix-neuf millions trois mille cinq cent quatre-vingt-huit euros et quatre-vingt et un centimes (EUR 11.119.003.588,81), qui équivaut à quinze milliards deux cent quatre-vingt-sept millions cinq cent dix-huit mille trente-quatre euros et vingt-six centimes (EUR 15.287.518.034,26) compte tenu du taux de change USD/EUR publié par la Banque Centrale Européenne en date du 18 décembre 2013 de USD 1,3749 pour EUR 1 (l'«Apport»).

Le montant total de l'Apport de onze milliards trois cent soixante-sept millions trois cent quatre-vingt-dix-sept mille cinq cent quarante-cinq euros et quarante-six centimes (EUR 11.367.397.545,46) est réparti de la manière suivante:

- Un milliard cent soixante-deux millions trois cent quarante-six mille trois cent cinquante-trois euros (EUR 1.162.346,353) au capital social de la Société;
- Dix milliard deux cent cinq millions cinquante et un mille cent quatre-vingt-douze euros et quarante-six centimes (EUR 10.205.051.192,46) au compte de prime d'émission de la Société; et

La preuve de la valeur de l'Apport a été apportée au notaire instrumentant.»

La partie comparante déclare et demande au notaire soussigné de constater que les autres points de l'acte notarié du notaire soussigné constatant l'augmentation du capital social de la Société par apport en nature en date du 31 décembre 2013 restent inchangés.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais constate que sur demande de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française et qu'en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Dont acte, passé à Echternach, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au représentant de la comparante, cette dernière a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: P. SIMON, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 27 février 2014. Relation: ECH/2014/402. Reçu douze euros 12,00 €.

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 05 mars 2014.

Référence de publication: 2014036142/116.

(140040661) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2014.

**Kopa S.A., Société Anonyme,
(anc. Kopa Finances S.A.).**

Siège social: L-3324 Bivange, 7, rue Louise Michel.

R.C.S. Luxembourg B 142.087.

L'an deux mil quatorze.

Le vingt-cinq février.

Pardevant Maître Christine DOERNER, notaire de résidence à Bettembourg.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «KOPA FINANCES S.A.», (Matricule 20082227475), avec siège social à L-3324 Bivange, 7 rue Louise Michel;

inscrite au registre aux firmes sous le numéro B 142.087;

constituée suivant acte reçu par le notaire Jean-Joseph Wagner, de résidence à Sanem, en date du 22 septembre 2008, publié au Mémorial C de 2008, page 123.291;

modifiée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire en date du 10 août 2011, publié au Mémorial C de 2011, page 128.628.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Roland GIERENZ, demeurant à Luxembourg;

Le Président désigne comme secrétaire Monsieur Vincent GONNE, demeurant à Bascharage;

A été appelé aux fonctions de scrutateur, Monsieur Robert KOUSMANN, demeurant à Bivange;

Le bureau ayant été ainsi constitué, le Président déclare et prie le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1. - Changement de la dénomination de la société en «KOPA SA».

2. - Modification afférente de l'article 1^{er} des Statuts.

3. - Ajout à l'article 4 des Statuts un dernier paragraphe avec la teneur suivante:

La société a encore pour objet la consultation et le développement de projets de construction.

La société pourra faire toutes les opérations commerciales, civiles, mobilières, immobilières ou financières généralement quelconques.

II. - Les actionnaires présents ou représentés, les procurations des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, cette liste de présence signée par les actionnaires, les mandataires des actionnaires représentés, le bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte.

Les procurations des actionnaires représentés y resteront annexées de même.

III. - L'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée et tous les actionnaires présents ou représentés déclarant avoir eu parfaite connaissance de l'ordre du jour avant l'assemblée, il a donc pu être fait abstraction des convocations d'usage.

IV. - La présente assemblée, représentant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur l'ordre du jour.

Ensuite l'assemblée, après délibération, a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution:

L'assemblée générale décide de changer la dénomination de la société en «KOPA S.A.».

Deuxième résolution:

Suite au prédit changement de la dénomination de la société l'article 1^{er} des statuts est à lire comme suit:

« **Art. 1^{er}**. Il est constitué par les présentes une société anonyme luxembourgeoise sous la dénomination de KOPA S.A.»

Troisième résolution:

L'assemblée générale décide d'ajouter un dernier paragraphe à l'article 4 des statuts.

Quatrième et dernière résolution:

Suite à la prédite résolution le dernier paragraphe de l'article 4 est à lire comme suit:

« **Art. 4. Dernier paragraphe.** La société a encore pour objet la consultation et le développement de projets de construction.

La société pourra faire toutes les opérations commerciales, civiles, mobilières, immobilières ou financières généralement quelconques.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Evaluation des frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, à environ MILLE EURO (Euro 1.000.-).

DONT ACTE, fait et passé à Bettembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire instrumentaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont tous signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Kousmann, Gonne, Gierenz, C. Doerner.

Enregistré à Esch/Alzette A.C. le 28 février 2014. Relation: EAC/2014/2940. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): Santioni.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Bettembourg, le 03 mars 2014.

Christine DOERNER.

Référence de publication: 2014036193/66.

(140040721) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2014.

Portland S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4440 Soleuvre, 125A, rue d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 132.945.

Extrait des résolutions de l'assemblée générale du 5 février 2014

L'assemblée des actionnaires a pris les résolutions suivantes:

Résolution 1:

Le siège social est transféré à l'intérieur de la Commune de SANEM.

Résolution 2:

Le siège de la société est fixé à l'adresse suivante:

125 A, rue d'Esch, L-4440 SOLEUVRE.

Résolution 3:

Les pouvoirs des administrateurs et des administrateurs-délégués sont arrêtés comme suit:

La société est représentée et/ou engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux administrateurs ou par la signature individuelle de l'administrateur-délégué, ou, en cas de pluralité d'administrateurs-délégués par la signature individuelle d'un des administrateurs-délégués.

Chaque administrateur-délégué a les pouvoirs les plus étendus pour représenter et/ou engager valablement la société en toutes circonstances.

Chaque administrateur-délégué a les pouvoirs les plus étendus pour faire tout acte d'administration et/ou de disposition y compris les pouvoirs d'ouvrir et de clôturer des comptes en banques et ceux qui consistent à accorder des hypothèques ou donner main levée d'hypothèque.

Chaque administrateur-délégué est autorisé à négocier et signer seul tout contrat ou convention en vue d'engager valablement la société par sa signature individuelle.

Chaque administrateur-délégué a également le pouvoir pour acquérir et/ou à aliéner des biens mobiliers ou immobiliers, corporels, incorporels, financiers ou dérivés.

Chaque administrateur-délégué peut nommer un ou plusieurs fondés de pouvoir, délégué ou mandataire quelconque. Il peut leur conférer les pouvoirs qu'il jugera nécessaire pour l'accomplissement de leur mission.

Résolution 4:

Sont élus comme administrateurs-délégués:

Monsieur BERNARD Frank, administrateur-délégué, demeurant à L-4440 SOLEUVRE, 125 A, rue d'Esch.

Monsieur BAER Jean-Claude Fernand, administrateur-délégué, demeurant à L-4330 ESCH-SUR-ALZETTE, 6, avenue des Terres Rouges.

Soleuvre, le 5 février 2014.

Pour extrait conforme

La société

Référence de publication: 2014036633/38.

(140041382) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2014.

Polder S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 158.731.

Extrait des résolutions prises par les associés en date du 03 octobre 2013

- La démission de Monsieur Phil Kaziewicz, né le 5 juin 1970 à Nantwich, Royaume-Uni, résidant professionnellement au 35 Portman Square, Londres, W1H 6LR, Royaume-Uni, de sa fonction de gérant de classe A, a été acceptée.

- La démission de Monsieur Amine Zouari, né le 18 March 1979 à Tunis, Tunisie, résidant professionnellement au 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, de sa fonction de gérant de classe B a été acceptée.

- La démission de Monsieur François Pfister, né le 25 Octobre 1961 à Uccle, Belgique, résidant professionnellement au 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, de sa fonction de gérant de classe B, a été acceptée.

- Monsieur François Pfister, né le 25 Octobre 1961 à Uccle, Belgique, résidant professionnellement au 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, a été nommé gérant de classe A de la Société pour une durée indéterminée.

- Monsieur Maxence Monot, né le 8 décembre 1976 à Dijon, France, résidant professionnellement au 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, a été nommé gérant de classe B de la Société pour une durée indéterminée.

- Le nombre de gérants de la Société a été réduit de cinq (5) à quatre (4).

- Constatation du changement de nom de Monsieur Russell Perchard en Monsieur Russell Proffitt-Perchard.

Le conseil de gérance de la Société se compose dorénavant comme suit:

- Monsieur Nic Bernard, gérant de classe A;

- Monsieur François Pfister, gérant de classe A;

- Monsieur Russell Proffitt-Perchard, gérant de classe B;

- Monsieur Maxence Monot, gérant de classe B.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 mars 2014.

Référence de publication: 2014036614/28.

(140041909) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2014.

Autumnleaf S. à r.l., Société à responsabilité limitée soparfi.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue John Fitzgerald Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 138.095.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 mars 2014.

Référence de publication: 2014036818/10.

(140042198) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2014.
